



CONSEIL DES MINISTRES LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSIDE LA RÉUNION

Page 3

**BRAHIM DADI ISMAILI DANS
LES GEÔLES MAROCAINES**

**LA NÉGLIGENCE
MÉDICALE
DÉNONCÉE**

Page 16

MIDI

ISSN : 1112-7449

L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4997 | Lundi 22 avril 2024 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

**LUTTE CONTRE LES GANGS
DE QUARTIERS**

**OPÉRATIONS
COUPS DE POINGS
À ALGER**

Page 16

RELANCE DE LA COOPÉRATION MAGHRÉBINE



SOMMET TRIPARTITE À TUNIS

Page 3

■ **ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
L'IMPACT DU DIGITAL MIS
EN EXERGUE**

Page 3

■ **ÉDUCATION
LA DATE DE RETRAIT
DES CONVOCATIONS DES
EXAMENS FIXÉE**

Page 3

L'ALGÉRIE RENOUVE AVEC LA CROISSANCE

LES BONS POINTS DU FMI

Page 2

L'ALGÉRIE RENOUVE AVEC LA CROISSANCE

Les bons points du FMI

Pour la deuxième année, l'Algérie est sur la bonne voie. Le FMI a estimé dans sa dernière note de conjoncture que l'Algérie dispose d'une croissance de 3,8%. Une perspective appréciable pour cette année avec une amélioration du PIB avec 267 milliards de dollars.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Après les dernières consultations du FMI avec les autorités algériennes, l'institution de Bretton Woods a souligné dans un communiqué que « l'Algérie s'est engagée dans la voie de la réforme et sa viabilité budgétaire avec un engagement à saluer. »

RAPATRIEMENT DES ALGÉRIENS DÉCÉDÉS À L'ÉTRANGER

Du nouveau dans le dossier

Le calvaire qu'enduraient les ressortissants algériens établis à l'étranger, relatifs à la procédure et les frais de rapatriement des dépouilles de leurs proches décédés, semble de l'histoire ancienne. La disposition de la prise en charge, par l'État, du rapatriement de ces dépouilles a été mise en place.

C'est ce qui ressort d'une déclaration du député de l'immigration et de la diaspora, Abdelouahab Yagoubi, sur sa page officielle.

L'État prend en charge le rapatriement des dépouilles des Algériens décédés à l'étranger

Rappelons, jusque-là, l'opération, qui coutait un bras, était assurée par les particuliers, qui font parfois appel à la solidarité des associations pour couvrir les frais de ce rapatriement. Dépenser une fortune pour ce dernier voyage pousse parfois les membres de la diaspora à prendre la décision d'enterrer leurs proches loin de leur terre natale.

Cependant, désormais, l'État prend en charge tous les frais de cette opération. C'est qu'a annoncé Abdelouahab Yagoubi, député de l'immigration. « Cette disposition législative, votée majoritairement suite à un amendement de la loi des finances 2023, est désormais appliquée depuis quelques semaines, au niveau de tous les postes diplomatiques et consulaires de notre pays à l'étranger », lit-on dans sa déclaration. Par ailleurs, le député indique « J'ai le plaisir de confirmer aux membres de notre chère communauté nationale à l'étranger, de la prise en charge totale, des frais de rapatriement en Algérie de la dépouille de tout citoyen algérien qui décède à l'étranger, quelle que soit sa situation personnelle. » Pour mémoire, en 2023, un décret exécutif relatif à cette disposition a été publié sur le Journal officiel, cependant, depuis, l'application de cette nouvelle disposition se faisait attendre. Il est important de mentionner que la procédure de rapatriement des Algériens décédés à l'étranger se fait au niveau des consulats d'Algérie, en suivant une démarche bien précise.

R. N.



Le FMI a précisé que « la croissance réelle devrait rester forte en 2024 soutenue par d'importantes dépenses budgétaires. »

Ainsi, c'est la deuxième année consécutive que l'Algérie enregistre des performances économiques en tablant sur une stratégie d'investissement à court et à moyen terme, aidé en cela par d'importants allègements à l'acte d'investir, la régulation du commerce extérieur et le non-recours à l'endettement extérieur. Ces trois atouts plaident

en plus sur une position au niveau africain, soit la troisième économie africaine après l'Égypte et l'Afrique du Sud.

En termes de PIB, le constat plaide également vers une amélioration soutenue de 267 milliards de dollars et qui sera porté à près de 400 milliards de dollars en 2026 selon les prévisions des spécialistes.

Un montant assez appréciable qui place l'Algérie comme acteur économique émergent aux yeux des experts du FMI. Pour

évoquer les axes de la réforme monétaire que le pays avait mis en route il y a deux ans, c'est particulièrement la réévaluation du dinar qui reste le chantier le plus important afin de se débarrasser des dévaluations précédentes.

Le Président Tebboune avait souligné dans une sortie médiatique que la baisse du dinar « avait été dans des circonstances illogiques marquées par une injection de fonds via la planche à billets. »

Et donc, l'inflation n'a pas manqué de marquer le paysage économique avec des incidences fatales sur le pouvoir d'achat qui s'est dégradé nettement ces dernières années. Aujourd'hui, les correctifs apportés sur ce front soutiennent une approche qui consiste à mettre en valeur la monnaie nationale à travers des mécanismes d'amélioration de la production industrielle, de baisse du volume des importations et de se diriger vers l'exportation en hors hydrocarbures.

Il y a également le rôle de l'épargne bancaire et les nouvelles règles de financements orientés beaucoup plus vers l'investissement que le commerce.

Sur le plan socio-économique, il s'agit de soutenir les travailleurs par une augmentation salariale avec une incidence sur le pouvoir d'achat qui reste la condition sine qua non de stabilité du front social.

F. A.

AÏD AL-ADHA

Alviar dément l'importation de moutons de Roumanie

PAR RACIM NIDHAL

L'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) a démenti, dans un communiqué, les informations qui circulaient sur les réseaux sociaux concernant l'importation de moutons de Roumanie pour les vendre aux citoyens à l'occasion de l'Aïd al-Adha. L'entreprise a confirmé que ces informations sont erronées et n'ont pas été émises par les autorités compétentes. ALVIAR a précisé que « les moutons importés de Roumanie font partie d'une opération de ravitaillement du marché national en viande, où le bétail importé sera directement abattu sous le contrôle des autorités vétérinaires. »

L'entreprise a ajouté qu'aucun programme d'importation de moutons destinés à la vente directe aux citoyens à l'occasion de l'Aïd al-Adha n'a été défini à ce jour. Cependant, il est important de noter que

des informations contraires circulent. En effet, selon une déclaration du président de la Fédération nationale des viandes, M. Merouane Kheir, publiée dans le journal Al Massa, Alviar aurait reçu l'autorisation d'importer 100 000 têtes de bétail de Roumanie pour l'Aïd al-Adha. « Cette initiative viserait à permettre aux citoyens d'acquérir le mouton de l'Aïd à des prix raisonnables, entre 45 000 et 50 000 dinars », confirme le responsable. Il convient de noter que le ministère de l'Agriculture a commencé, au cours du mois de Ramadan dernier, à importer des dizaines de milliers de têtes de moutons de Roumanie, afin de casser les prix et d'approvisionner le marché national en cette denrée importante pendant le mois sacré. Pour rappel, l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), avait appelé le ministère de l'Agriculture à prendre des

mesures préventives pour faire face à la flambée des prix des moutons de l'Aïd.

Des questions subsistent

L'organisation a révélé avoir soumis une proposition au ministre de l'Agriculture pour l'importation des moutons de l'Aïd pour l'année 2024 afin de casser les prix qui ont grimpé en flèche l'année dernière et qui devraient encore augmenter cette année.

Il est important de souligner que « le communiqué publié sur la page Facebook d'Alviar niant l'importation de moutons de Roumanie n'est ni caché ni signé, ce qui soulève des questions quant à sa véracité. »

Les prochains jours nous éclaireront davantage sur cette situation et permettront de savoir si Alviar compte effectivement importer des moutons de Roumanie pour l'Aïd al-Adha ou pas.

R. N.

TOURISME

La gestion des plages sera donnée aux professionnels

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a affirmé, depuis Boumerdes, que la priorité dans la gestion des plages au cours de la prochaine saison estivale sera donnée aux professionnels dans le domaine, conformément aux textes des lois en vigueur. Le ministre du Tourisme a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection d'un certain nombre de projets dans le secteur dans la wilaya de Boumerdes, que les critères sont : « compétence et expérience dans le domaine, comme stipulé dans les lois applicables. » Selon un communiqué du ministère du Tourisme, cette visite dans la wilaya de Boumerdes s'inscrit dans le cadre du suivi sur le terrain des préparatifs de la saison estivale. Une occasion pour examiner l'état de préparation des plages, inspecter

les chantiers de construction d'un certain nombre d'unités hôtelières, poser la première pierre pour commencer la construction d'autres et inaugurer de nouveaux projets dont les travaux sont terminés. M. Didouche a souligné que « le dynamisme que connaît la wilaya est dû aux projets qui ont été réalisés ou en cours d'achèvement. Cela lui permettra de promouvoir et développer le tourisme balnéaire qui caractérise la wilaya. »

Le ministre, lors de l'inspection des projets de construction d'hôtels dans la wilaya, a également appelé les investisseurs à ne pas importer les équipements pour les hôtels en construction, tels que les meubles et les ustensiles de restaurant, mais plutôt favoriser la production nationale. Le ministre a débuté sa visite de travail sur le front de mer

de Boumerdes, où il a assisté à une présentation sur le secteur avant d'inspecter deux nouveaux hôtels d'une capacité de 243 lits et de 155 lits mises en service l'année dernière. Le ministre s'est également arrêté sur un projet de construction d'un hôtel privé d'une capacité de 344 lits et sur un autre projet d'hôtel d'une capacité de 168 lits. Le Ministre a ensuite supervisé l'inauguration de la Maison de l'Industrie et de l'Artisanat Traditionnels puis il a visité une exposition d'industries traditionnelles organisée dans la même maison. Le ministre a également inspecté la plage des dauphins adjacente à la mer, où il a écouté une présentation sur ses travaux de préparation en vue de la prochaine saison estivale.

R. N.

RELANCE DE LA COOPÉRATION MAGHRÉBINE

Sommet tripartite à Tunis

Le sommet tripartite annoncé pour aujourd'hui, lundi, dans la capitale tunisienne est un signe qui ne trompe pas puisqu'il indique clairement que l'Union du Maghreb arabe (UMA) est bel et bien enterrée. Sans doute à jamais.

PAR KAMAL HAMED

Tunis accueillera aujourd'hui lundi un sommet tripartite devant réunir le Président algérien Abdelmadjid Tebboune, tunisien, Kais Saïed et le président du Conseil présidentiel libyen Mohamed Younes El Menfi.

L'annonce a été faite par la Présidence tunisienne, hôte de ce rendez vous, le remier du genre entre les trois chefs d'États.

«À l'invitation du président de la République Kais Saïed, son excellence le Président Abdelmadjid Tebboune, président de la République algérienne démocratique et populaire, et son excellence le président Mohamed Younes El Menfi, président du conseil présidentiel de l'Etat de Libye, effectueront une visite en Tunisie lundi 22 avril afin de participer à la première réunion de concertation entre les dirigeants des trois pays frères», lit-on dans le communiqué de la présidence tunisienne.

La Présidence tunisienne n'a pas pour autant communiqué sur l'ordre du jour de ce sommet, mais on devine aisément qu'il sera surtout question de booster la coopération et la concertation entre les trois pays maghrébins.

Cette réunion a été annoncée par le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, au début du mois de mars dernier et ce, justement, à la suite de sa rencontre avec Kais Saïed, président de la République tunisienne, et Mohamed Younes El-Menfi.

Au cours de la réunion d'Alger les trois Présidents ont passé en revue les résultats du 7^e sommet du GECF. Selon un communiqué de la présidence de la République



les trois Présidents ont également discuté des conditions qui prévalent dans la région du Maghreb et la réunion s'est conclue sur la nécessité d'intensifier et d'unifier les efforts pour faire face aux défis économiques et sécuritaires d'une manière qui bénéficiera positivement aux peuples des trois pays.

Il a également été décidé de tenir une réunion tripartite maghrébine, tous les trois mois, la première en Tunisie après le mois sacré du Ramadhan.

Depuis cette réunion les concertations sont allées bon train entre es trois pays. Le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a expliqué les soubassements de cette nouvelle démarche maghrébine tripartite.

«L'UMA est dans le coma», a déclaré Ahmed Attaf, lors d'une conférence de presse tenue à Alger vers a fin du mois de mars dernier. Depuis longtemps cette organisation régionale a cessé de fonctionner. Elle ne dispose, dans son état actuel ni activité «ni même un secrétaire général avec les prérogatives d'un secrétaire général», a-t-il rappelé. Cette situation a poussé l'Algérie à agir en cherchant

une autre formule qui puisse aider les pays de la région à s'entraider dans un monde constitué d'alliance de toutes natures. La démarche de l'Algérie est donc de tenter de combler un vide. Mais, pour Attaf, « combler le vide ne signifie pas créer une alternative à ce qui existe. » « L'UMA existe mais elle est dans le coma, toutes ses institutions n'ont pas été dissoutes, les conventions ne sont plus en vigueur vu les circonstances mais elles sont là ».

La question qui s'est posée est la suivante : « En attendant le retour de l'UMA à la vie, devons-nous nous résigner à rester dans cette situation ? » C'est pourquoi, dit Ahmed Attaf, le Président Tebboune a « proposé une formule. »

« Lorsque je me suis rendu dans les pays maghrébins comme envoyé spécial du président, ma mission était de leur expliquer ce dossier », témoigne-t-il, sans toutefois rien révéler de la nouvelle « formule. » Interrogé sur une prétendue « réticence » de la Mauritanie, Attaf a seulement suggéré au journaliste qui a posé la question de « suivre l'actualité. »

K. H.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

L'impact du digital mis en exergue

PAR LAKHDARI BRAHIM

Avec l'annonce de la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain, la scène politique s'anime. Les intentions de participation de certains chefs de partis se manifestent déjà via les réseaux sociaux. C'est dire que le digital est devenu un moyen incontournable dans l'espace politique et un moyen de communication crucial. C'est ce que souligne, hier matin, le président syndicat du numérique, Souhil Guessoum, lors de son passage à l'émission « L'Invité de la rédaction », sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio Algérienne. En effet, selon lui, « le numérique est devenu incontournable sur la scène politique en faisant, depuis quelques années, une entrée très importante, voire fracassante, dans le monde politique et dans les campagnes électorales », expliquant qu'« aujourd'hui, il ne s'agit plus de lancer des messages via la télévision ou les journaux, mais on assiste à des campagnes ciblées, des campagnes digitalisées et sur les réseaux sociaux. »

En Algérie, « la campagne électorale digitale a commencé, de manière timide, en 2014 avec des comptes Facebook de candidats, des sites web et des Twitt ». Mais selon Souhil Guessoum, ce n'est qu'en 2019 que ce phénomène a pris de l'am-

pleur, même s'il estime que l'on n'en est pas encore vraiment à l'étape « Big data » pour récupérer des données à segmenter et cibler les votants via l'analyse de cette data, estime le spécialiste, qui recommande vivement l'utilisation des nouvelles technologies au service de l'exercice démocratique : « il serait utile d'utiliser l'analyse de ces Big data et l'impact n'en sera qu'énorme. »

Pour étayer son propos, l'expert revient sur l'historique de l'évolution du digital en politique, citant l'exemple américain. « Il y a tout un ensemble de programmes digitalisés qui prend le dessus et le relais sur la campagne classique », appuie-t-il, rappelant que la tendance a été inversée avec l'accessibilité d'Internet, vers 2008, puis s'est accentuée en 2012 avec la campagne de Barack Obama qui a révolutionné la pratique de la politique, avec l'introduction des outils technologiques de l'époque, à savoir : les réseaux sociaux, sites web... etc.

« Le staff de campagne du Président Obama avait compris qu'il pouvait aller dans une segmentation du corps électoral et adresser des messages individuels aux votants en tenant compte de leurs lieux d'habitation, de leurs convictions, de leurs sexes, de leurs âges... », explique encore M. Guessoum. Par ailleurs, c'est grâce au groupe Cambridge analytica, qui

ÉDUCATION La date de retrait des convocations des examens fixée

Le directeur de l'enseignement primaire au ministère de l'Éducation nationale, Mohamed Daïfallah, a confirmé que « toutes les dispositions matérielles et humaines ont été prises pour la réussite des examens de fin d'année, notant que la spécificité de chaque région a été prise en compte. »

Dans une déclaration à la radio nationale, le même responsable, a révélé la date de retrait des convocations des examens, qui débiteront à partir de la première semaine du mois de mai.

M.Daïfallah a expliqué que « le processus d'inscription aux examens de cette année a commencé le 21 novembre 2023, suivi de la deuxième étape, qui est l'étape de confirmation de l'inscription, qui a eu lieu le 21 février 2024. »

« Nous en sommes maintenant à la troisième étape, où les convocations aux examens d'éducation physique ont commencé à être retirées à partir du 16 avril, et les convocations aux examens écrits pour le cycle moyen et secondaire seront retirées à partir de la première semaine de mai. »

Il a également confirmé que « c'est grâce à la numérisation que les inscriptions ont été complétées pour la première fois avec zéro papier, en plus du paiement des frais d'examen par voie électronique. » Concernant les examens d'évaluation des acquis de la 5AP, le directeur du cycle primaire a déclaré que l'examen maintenait son contenu et ses objectifs, mais que le changement touche la forme de l'examen en trois points fondamentaux : « Premièrement, pendant la période d'examens, est passée de 12 à... 3 jours. »

Pour les épreuves de rattrapage, M.Dhaïfallah a confirmé qu'elles auront lieu entre le 23 et le 24 juin prochain. »

R. N.

CONSEIL DES MINISTRES

Le président de la République préside la réunion

« Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif à l'état civil et à des exposés se rapportant à plusieurs secteurs », indique un communiqué de la Présidence de la République.

« Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée à un projet de loi relatif à l'état civil et à des exposés, notamment sur les statuts des corps médical et paramédical de la santé, le financement des startups et le suivi de la réalisation et de l'équipement du projet de nouvelle ville médiatique algérienne », lit-on dans le communiqué de la Présidence de la République.

R. N.

en collaboration avec Facebook, a récupéré entre 50 à 60 millions de comptes, dont les données personnelles ont été exploitées pour la campagne électorale de Donald Trump. Selon M. Guessoum, la victoire de Trump s'est jouée sur l'espace digital.

À quand le vote électronique ?

« Sur les 24 millions d'utilisateurs de Facebook, les huit millions d'utilisateurs d'Instagram et les six millions d'utilisateurs de Snapchat, un important vivier peut être ciblé directement par la publicité électorale », estime l'intervenant. Et d'ajouter qu'outre les aspects d'efficacité et de rapidité, il y a le fait de s'adresser à l'électeur à moindre coût en épargnant les déplacements. À l'idée d'accéder au vote électronique, l'orateur se dit sceptique, arguant le fait que « le vote digital est en étroite relation avec l'état de la numérisation dans le pays », faisant savoir qu'« un énorme travail reste à faire d'ici là. »

« Si le digital est poussé, tel que le souhaitent les pouvoirs publics, en supprimant les contraintes, en mettant une stratégie très ambitieuse efficace et efficiente dans le domaine digital, on pourra alors parler un jour de vote électronique », prévoit Souhil Guessoum.

L. B.

DÉLÉGATION DU SHAANXI EN ALGÉRIE

Vers de nouveaux horizons de coopération bilatérale !

En visite en Algérie à la tête d'une importante délégation, le Secrétaire du comité politique et juridique du comité provincial du Shaanxi du Parti communiste chinois, Liu Qiang, a animé une conférence de presse à l'Ambassade de Chine à Alger, sous le thème : « Le début de la route de la soie – La grande beauté du Shaanxi. »

PAR RIAD EL HADI

Dans son discours inaugural, Liu Qiang a exprimé sa joie de visiter l'Algérie, notamment sa capitale qui jouit d'une longue histoire et d'une culture splendide. « Tout d'abord, au nom du gouvernement populaire de la province du Shaanxi, je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue à tous les invités et les amis ! Je tiens à remercier chaleureusement tous ceux qui ont toujours eu à cœur de soutenir les échanges et la coopération entre le Shaanxi et l'Algérie ! », a-t-il affirmé. Il a également mis en lumière le partenariat stratégique global entre l'Algérie et la Chine, soulignant « les accords conclus entre le Président Abdelmadjid Tebboune et son homologue chinois, le Président Xi Jinping, pour approfondir la coopération dans divers secteurs, tels que la construction automobile, l'aérospatiale, l'agriculture, la culture et le tourisme, dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route. »

« À l'occasion du 10^e anniversaire de l'établissement du partenariat stratégique Chine-Algérie cette année, nous sommes ici pour organiser une conférence de presse sur le début de la Route de la soie – La grande beauté du Shaanxi », afin de mettre en œuvre le consensus important atteint par les Chefs d'États des deux pays, de renforcer davantage les échanges amicaux et la coopération pratique avec l'Algérie au niveau local, et d'aider les relations et la coopération sino-algérienne à continuer d'atteindre de nouveaux résultats », a-t-il ajouté.

Le Shaanxi, joyau agricole et carrefour stratégique de la Chine !

Sous les projecteurs de la conférence à l'Ambassade de Chine en Algérie, le Secrétaire du comité politique et juridique du comité provincial du Shaanxi du Parti communiste chinois a présenté un tableau vivant de la région du Shaanxi, située au cœur de la carte géographique chinoise.

Avec une superficie impressionnante de 205 600 kilomètres carrés, le Shaanxi s'étend sur deux grands bassins fluviaux, le fleuve Yangtze et le fleuve Jaune, et englobe trois zones climatiques distinctes : la zone mésothermique, la zone tempérée chaude et la zone subtropicale. Cette diversité géographique en fait un carrefour vital du réseau de transport chinois, avec des routes, des chemins de fer et des voies aériennes convergentes à Xi'an, la capitale de la province.

Grâce à son aéroport international Xi'an Xianyang, le Shaanxi bénéficie d'une connectivité exceptionnelle, permettant un accès rapide à 70 % du territoire chinois en seulement deux heures de vol.

En plus de ses avantages géographiques, le Shaanxi brille également par sa richesse en ressources agricoles et sa technologie agricole avancée. En effet, la province est réputée pour ses méthodes de pointe en matière de sélection génétique des cultures, de lutte contre les ravageurs et les maladies, ainsi que pour son expertise en restauration écologique et en utilisation efficace de l'eau dans les zones arides. De plus, le Shaanxi a



su développer une gamme de produits agricoles spécialisés de haute qualité, compétitifs sur le marché international. Parmi ceux-ci, les pommes, les kiwis et les chèvres laitières se distinguent particulièrement, attirant l'attention des marchés mondiaux grâce à leur excellence et leur durabilité.

En somme, le Shaanxi se positionne comme un joyau agricole et un carrefour stratégique incontournable en Chine, offrant une combinaison unique de ressources naturelles, de savoir-faire technologique et d'innovation agricole qui en font un partenaire de choix pour la coopération internationale.

Industrie, économie et innovation : Le Shaanxi est en plein essor !

Par ailleurs, le Shaanxi se distingue par ses infrastructures de transport et de logistique de premier plan, facilitant les échanges et la connectivité entre l'Ouest et l'Est, ainsi que le Nord et le Sud de la Chine. En tant que point de départ des trains Chine-Union européenne, le Shaanxi joue un rôle clé dans le développement de la ceinture économique de la route de la soie, offrant une passerelle stratégique vers l'Eurasie.

La province est également bénie par une richesse exceptionnelle en ressources naturelles, notamment le charbon, le pétrole et le gaz naturel, conférant une valeur économique potentiellement immense à la région. Cette abondance de ressources énergétiques en fait une plaque tournante vitale pour le développement industriel et économique de la Chine.

Le Shaanxi se positionne également comme un foyer d'innovation, bénéficiant d'une force scientifique et éducative remarquable. Avec plus de 110 établissements d'enseignement supérieur, 72 académiciens et plus de 1500 institutions de recherche scientifique, la région offre un terreau fertile pour l'émergence de nouveaux talents et de nouvelles idées.

La province a aussi contribué au développement des compétences et des talents dans d'autres pays, formant plus de 700 experts au cours des cinq dernières années pour des pays tels que l'Algérie, l'Égypte et l'Angola. Sur le plan industriel, le Shaanxi est une puissance majeure en Chine, avec des secteurs comme la fabrication d'équipements, l'énergie, l'industrie chimique, la haute technologie et la défense nationale. Des industries émergentes telles que les nouveaux matériaux, les véhicules à énergie nouvelle et les circuits intégrés se développent rapidement, diversifiant ainsi la structure industrielle de la région.

En outre, le Shaanxi se positionne comme un leader national en matière de réforme et d'ouverture, bénéficiant d'un haut degré

d'ouverture et d'un environnement commercial exceptionnel.

Vers de nouvelles opportunités d'investissements et d'ouverture commerciale

Avec des liens économiques et commerciaux établis avec plus de 220 pays et régions du monde et des relations d'amitié avec 110 villes internationales de 41 pays, la province est clairement un acteur majeur sur la scène mondiale. Le couloir commercial terrestre et maritime Asie-Europe, avec ses deux pôles de ports aériens et terrestres et ses transports multimodaux, est un élément essentiel de la stratégie d'ouverture du Shaanxi. La province a également mis en place une série de plateformes d'ouverture, telles qu'une zone pilote de libre-échange, sept zones franches globales, sept zones nationales de haute technologie et cinq zones nationales de développement économique, plaçant ainsi le Shaanxi au sixième rang en Chine en termes de zones franches globales.

De plus, la région accueille des expositions de renom telles que l'Exposition internationale de la route de la soie, le Forum économique euro-asiatique, la Foire de hautes technologies agricoles de Yangling et la Conférence mondiale des entrepreneurs du Shaanxi, renforçant ainsi son influence internationale et ses fonctions de promotion des investissements et du commerce.

Un environnement commercial de premier plan au service de l'innovation et de la croissance

Le Shaanxi s'efforce activement de fournir des services aux entreprises tout au long de leur cycle de vie et aux projets avec précision tout au long du processus, favorisant ainsi un dynamisme du marché et une créativité sociale florissants. En témoigne le PIB de 3,38 billions de yuans qu'a atteint la province en 2023, enregistrant ainsi une croissance de 4,3 % par rapport à l'année précédente.

De plus, la région compte la création de 408 nouvelles entreprises à investissement étranger, marquant une augmentation impressionnante de 29,9 % par rapport à l'année précédente et atteignant ainsi leur plus haut niveau en 20 ans.

Ces indicateurs reflètent la détermination inébranlable de la Chine à élargir son ouverture à haut niveau, à partager les opportunités de développement avec le monde et à promouvoir la mondialisation économique dans une direction plus ouverte, inclusive et équilibrée.

En résumé, le Shaanxi continue de se distinguer comme un leader économique et commercial, offrant un environnement prop-

ice à l'innovation et à la croissance, et ouvrant la voie à des partenariats fructueux tant sur le plan national qu'international.

Dans un discours empreint de chaleur et d'amitié au siège de l'Ambassade de Chine à Alger, Liu Qiang, représentant du Shaanxi, a souligné « l'importance des liens solides entre la Chine et l'Algérie, deux nations engagées dans une coopération mutuellement bénéfique. »

Algérie - Chine : Renforcement des liens et expansion des échanges économiques !

En 2022, les importations et exportations entre le Shaanxi et l'Algérie ont atteint 56,7 millions de yuans, enregistrant une augmentation significative de 77,4 % par rapport à l'année précédente. Cette tendance positive s'est poursuivie en 2023, avec des échanges commerciaux totalisant 115 millions de yuans, soit une augmentation impressionnante de 103 % par rapport à l'année précédente. Ces chiffres témoignent de l'engagement des deux pays à renforcer leur partenariat économique.

Le Shaanxi s'engage à défendre le consensus important atteint par les Chefs d'État des deux pays et à améliorer la portée, la qualité et le niveau de la coopération en matière d'investissement et de commerce. L'objectif est de promouvoir conjointement l'amitié sino-algérienne et d'élever les relations économiques et commerciales à de nouveaux sommets.

Liu Qiang a chaleureusement invité les amis algériens des secteurs Industriel et commercial à visiter plus souvent le Shaanxi, à découvrir ses opportunités et à rechercher activement des projets de coopération. « J'espère que tous les invités viendront à Shaanxi pour la visiter, découvrir et déguster les repas gastronomiques locaux », a-t-il encoeuré. D'ailleurs, il n'a pas manqué de noter que le thé offert lors de la conférence était le thé JINGWEIFU CHA, avec l'inscription « Je vous offre le Chang'an », rappelant l'ancienne capitale Xi'an et son message de durabilité et de bien-être. Pour clôturer son discours, Liu Qiang a souhaité plein succès à cet événement et a adressé ses vœux à l'occasion du mois sacré de Ramadan à tous les amis algériens, souhaitant un avenir prospère pour l'Algérie.

R. E.

VOYAGER LÉGER Tassilli Airlines dévoile sa nouvelle offre « sans bagages »

La filiale du groupe Sonatrach, Tassilli Airlines revient dans un nouveau communiqué pour dévoiler sa nouvelle offre « sans bagages ». Il s'agit d'une offre particulièrement intéressante pour les passagers effectuant des courts séjours ou ceux qui voyagent avec peu de bagages. Dans la mesure où le prix des billets sans bagages est généralement plus bas et plus avantageux que le billet standard. Ainsi, le transporteur aérien invite ses passagers à réserver des maintenant, leurs billets sans bagages à 19 400 dinars algériens, voire 149 euros, pour un voyage en aller-retour. Une nouvelle offre qui permet de voyager avec moins de bagages et faire plus d'économies. Dans son communiqué, Tassilli Airlines indique que « cette nouvelle offre est disponible sur son site de réservation ou en appelant le 021737 800. Par ailleurs, le nouveau tarif est valable dans la limite des places disponibles et concerne l'ensemble du réseau de la compagnie vers l'international », lit-on dans l'annonce en question.

R. N.

VIVES CRITIQUES ET CONDAMNATIONS APRÈS SON ÉNIÈME VETO AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Les États-Unis ont perdu toute crédibilité

En effet, la politique étrangère américaine a perdu toute crédibilité et flexibilité, car elle est dirigée par une élite qui fonctionne en prononçant des discours pour plaire à ses électeurs et qui semble incapable de comprendre que le monde change, et vite. Par contre, le monde l'a compris et commence à réagir !

PAR IDIR AMMOUR

Mais pour le gendarme du monde, au lieu de se remettre en question, malheureusement, ils continuent dans cette politique au sens unique, s'opposant ouvertement aux besoins de paix et de développement dans le monde, en particulier, dans les pays arabes et africains. Les répliques de Washington ont été méprisées par la majorité des populations du monde entier. Les Arabes en particulier n'ont plus confiance en eux, ils ne les respectent plus, car ils incarnent le malheur et l'instabilité dans la région, jouant un rôle de destructeur au cours des dernières décennies. Cette fois-ci, encore les masques sont tombés, en choisissant de voter contre un projet de résolution présenté par l'Algérie, au nom du groupe arabe, recommandant à l'Assemblée générale l'admission de l'État de Palestine comme membre à part entière de l'ONU, après l'utilisation du fameux veto. Cette position et opposition, n'est pas à sa première, suscitant de vives condamnations. En effet, le veto américain a été rapidement condamné par plusieurs pays, organisations humanitaires, intellectuels, associations, personnalités sportives et artistiques... etc. À commencer par rappeler les propos du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a assuré que «les efforts de l'Algérie ne cesseront pas jusqu'à ce que l'État de Palestine devienne membre à part entière des Nations unies.» D'ailleurs, le

Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, Amar Bendjama, l'a affirmé à New York que «nous reviendrons plus forts avec le soutien de l'Assemblée générale en faveur de l'adhésion à part entière de l'État palestinien à l'ONU.» Le diplomate algérien a appelé «ceux qui n'ont pas pu soutenir l'adhésion de l'État de Palestine aujourd'hui à le faire la prochaine fois», car, dit-il, «ce n'était aujourd'hui qu'une autre étape dans le cheminement vers l'adhésion à part entière de la Palestine.» «Le soutien écrasant à l'adhésion de l'État de Palestine envoie un message on ne peut plus clair : l'État de Palestine a une place légitime parmi les membres des Nations unies», a-t-il insisté. Depuis Ramallah, la présidence palestinienne a qualifié «d'immorale, injustifiée et de contraire à la volonté de la communauté internationale soutenant la Palestine», l'utilisation du veto par les États-Unis pour empêcher l'adhésion à l'ONU de l'État de Palestine en tant que membre à part entière. «La politique américaine agressive envers la Palestine et son peuple et ses droits légitimes représente une agression flagrante contre le droit international et encourage la poursuite de l'agression génocidaire contre le peuple palestinien dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie, y compris El-Qods occupée, causant plus de tensions dans la région, sur fond de poursuite des crimes de guerre génocidaires contre les Palestiniens depuis plus de six mois, parrainés et soutenus par les États-Unis d'Amérique, qui ont constamment utilisé le veto contre les droits du peuple palestinien», a-t-elle dénoncé. L'échec du Conseil de sécurité «ne brisera pas la volonté et la détermination des Palestiniens», a insisté de son côté le représentant de l'État de Palestine auprès des Nations unies, Riyad Mansour. Idem pour le mouvement de résistance palestinien Hamas qui a condamné, dans un communiqué, le veto américain au Conseil de sécurité, «assurant au monde que le peuple palestinien poursuivra sa lutte jusqu'à l'établissement d'un État palestinien indépendant et pleinement souverain, avec El-Qods pour capitale.»

De nombreux pays et organisations ont condamné aussi ce veto, dont la Syrie qui a indiqué que «le fait d'entraver, par les États-Unis, le Conseil de sécurité d'assumer sa responsabilité historique de soutenir les droits légitimes du peuple palestinien, représente un autre stigmate de honte qui s'ajoute à leur (les USA, ndlr) registre plein de comportements portant atteinte aux principes de l'action internationale collective.» «Leur parti pris aveugle (en faveur de l'entité sioniste) est une preuve sur leur hypocrisie politique via la gestion sélective de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité qui soulignent toutes, la nécessité de répondre aux droits légitimes du peuple palestinien», ajoute le ministère syrien des Affaires étrangères. L'Iran aussi a qualifié d'«irresponsable» et de «non-constructif» le vote des États-Unis, bloquant la candidature palestinienne à l'adhésion à part entière à l'ONU. Le vote de Washington «a révélé le caractère frauduleux de la politique étrangère américaine et sa position isolée», a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanani. De son côté, l'Égypte, qui a exprimé ses profonds regrets, a affirmé que «vouloir faire obstacle à la reconnaissance du droit du peuple palestinien n'est pas conforme à la responsabilité juridique et historique qui incombe à la communauté internationale de mettre fin à l'occupation et de parvenir à une solution finale et juste à la question palestinienne.» Le Caire a exhorté la communauté internationale à reconnaître l'État palestinien et à «assumer la responsabilité requise dans les circonstances actuelles, pour redonner l'espoir de relancer le processus de paix, sur des bases sérieuses, conduisant à l'établissement d'un État indépendant, un État palestinien viable et contigu, sur les frontières de 1967, avec El-Qods-Est pour capitale.» Même son de cloche chez l'Organisation de la coopération islamique (OCI), le Parlement arabe et le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG), qui ont énergiquement condamné le veto américain au Conseil de sécurité. I.A.

BOMBARDEMENTS DE L'AVIATION SIONISTE

Plusieurs martyrs à Rafah et Khan Younes

PAR RANIA NAILI

«Plusieurs Palestiniens sont tombés en martyrs dans la soirée de samedi à dimanche à la suite de bombardements aériens de l'armée d'occupation sioniste contre des camps de réfugiés dans la bande de Ghaza, notamment à Rafah et Khan Younes», indique l'agence Wafa. Une frappe aérienne de l'armée d'occupation sioniste visant une maison dans le camp de Shaboura au centre de la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Ghaza, a fait au mois trois martyrs et blessé des dizaines d'autres, indiquent des sources médicales palestiniennes citées par l'agence Wafa. Les victimes, selon Wafa, sont un homme,

son enfant et sa femme enceinte qui sont tombés en martyrs dans les frappes aériennes de l'armée sioniste contre le camp de réfugiés de Shaboura.

Par ailleurs, au moins deux palestiniens sont tombés en martyrs et plusieurs autres ont été blessés samedi soir après le bombardement par l'aviation de l'entité sioniste de la région d'Al-Mawasi, à l'ouest de Khan Younes, dans le sud de la bande de Ghaza.

Selon des sources médicales, le martyr des deux jeunes palestiniens et la blessure de 10 autres est intervenu à la suite de frappes aériennes de l'entité sioniste visant une maison près d'un campement abritant des familles déplacées dans la zone d'Al-Mawasi, à l'ouest de Khan

Younes. Dans le même temps, des navires de guerre de l'armée d'occupation sioniste, selon Wafa, ont pilonné les zones nord-ouest de la ville de Khan Younes, alors que l'artillerie de l'armée sioniste a bombardé des terres agricoles près de l'entrée de l'hôpital des martyrs d'Al-Aqsa à Deir Al-Balah, dans le centre de Ghaza. Selon des sources médicales palestiniennes, le nombre de martyrs dans la bande de Ghaza s'est élevé à 34.049, dont une majorité d'enfants et de femmes, depuis le début du génocide sioniste contre le peuple palestinien, le 7 octobre dernier, alors que le bilan des blessés s'est élevé à 76.901, tandis que des milliers de victimes sont encore sous les décombres. R.N.

AGRESSION SIONISTE

Une fosse commune découverte à Khan-Younès

Les services d'urgence palestiniens ont découvert une fosse commune dans la zone du complexe médical Nacer, à Khan-Younès, contenant les dépouilles de 50 personnes tombées en martyrs dans l'agression sioniste contre la bande de Ghaza.

Selon des informations rapportées par des médias palestiniens, les opérations de recherche de corps se poursuivront à Khan-Younès dans les jours à venir, car «il reste encore beaucoup» de martyrs dans cette zone.

Presque toute la ville est actuellement en ruines après plusieurs mois de bombardements des forces sionistes.

Selon des sources médicales palestiniennes, le nombre de martyrs dans la bande de Ghaza s'est élevé à 34.049, dont une majorité d'enfants et de femmes, depuis le début du génocide sioniste contre le peuple palestinien, le 7 octobre dernier, alors que le bilan des blessés s'est élevé à 76.901, tandis que des milliers de victimes sont encore sous les décombres.

PALESTINE OCCUPÉE

Une grève paralyse la Cisjordanie en solidarité avec Tulkaram

Une grève a paralysé hier dimanche des aspects de la vie dans les gouvernorats de Cisjordanie occupée, en solidarité avec la ville de Tulkaram et le camp de Nour Shams, soumis à une incursion militaire sioniste qui a fait 14 martyrs parmi les Palestiniens, rapportent des médias.

Selon ces derniers, la grève est intervenue en réponse aux appels des forces politiques, des factions, des syndicats et des organisations de la société civile palestiniennes. Les institutions et magasins gouvernementaux et privés ont fermé leurs portes et les transports entre les gouvernorats palestiniens ont été interrompus.

Samedi soir, le ministère palestinien de la Santé a annoncé que le bilan des victimes de l'incursion militaire sioniste dans le camp de Nour Shams avait atteint «14 martyrs depuis jeudi».

L'assaut a causé d'importantes destructions dans les maisons, les rues, les infrastructures et les réseaux d'eau, d'électricité et de communication, selon le chef du comité des services du camp, Faisal Salama, cité par des médias.

Moayad Shaaban, chef du Comité de résistance au mur et aux implantations, a déclaré samedi que l'entité sioniste commettait un «génocide» dans le camp de Nour Shams. R.N.

L'économie iranienne face aux tensions géostratégiques

Le 17 avril 2024, 01h Gmt, le Brent a été coté à 90,07 dollars (84,82 euros) et le Wit 85,28 dollars (80,30 euros) malgré l'attaque de l'Iran contre Israël, le marché tablant sur une désescalade plus probable qu'un embrasement de la région surtout après la décision américaine, principal allié d'Israël, et les recommandations de la communauté internationale d'éviter toute escalade qui risque de plonger l'économie mondiale vers une turbulence généralisée. Comme les tensions en Iran et Israël ne doivent pas faire oublier, pour la stabilité de la région, l'urgence d'un Etat palestinien.



Condition de la relance de l'Algérie 2024-2030 Une planification stratégique tenant compte des nouvelles mutations mondiales

L'économie iranienne face aux tensions géostratégiques

Le 17 avril 2024, 01h Gmt, le Brent a été coté à 90,07 dollars (84,82 euros) et le Wti 85,28 dollars (80,30 euros) malgré l'attaque de l'Iran contre Israël, le marché tablant sur une désescalade plus probable qu'un embrasement de la région surtout après la décision américaine, principal allié d'Israël, et les recommandations de la communauté internationale d'éviter toute escalade qui risque de plonger l'économie mondiale vers une turbulence généralisée. Comme les tensions en Iran et Israël ne doivent pas faire oublier, pour la stabilité de la région, l'urgence d'un Etat palestinien.

PAR ABDERRAHMANE MEBTOUL, EXPERT INTERNATIONAL

1.- L'économie iranienne face aux turbulences régionales

L'Iran compte 88,5 millions d'habitants en 2023, et la superficie est de 1 648 000 km², avec comme capitale Téhéran, et les villes principales sont Mashhad, Isfahan, Tabriz, Karaj... L'Iran est bordé au nord par la Mer Caspienne, au sud-est par le golfe d'Oman et au sud par le golfe Persique. Elle partage des frontières avec le Turkménistan au Nord-est, l'Afghanistan à l'Est, le Pakistan au Sud-est, l'Irak à l'Ouest, la Turquie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan au Nord-ouest. L'économie iranienne est caractérisée par la prédominance du secteur public. Ainsi, en 2021, parmi les 100 premières sociétés cotées du pays par la valeur de la capitalisation boursière, 5 seulement avaient une ou plusieurs personnes privées comme actionnaire majoritaire. Les acteurs publics et semi-publics bénéficient d'aides substantielles de l'Etat, pour partie financées par emprunt bancaire. Dans son dernier rapport trimestriel, connu sous le nom de *Perspectives de l'économie mondiale*, le FMI estime la croissance économique de l'Iran à 5,4% en 2023 avec une prévision de 3,8% en 2024. Le produit intérieur brut PIB de l'Iran ayant été de 351 milliards de dollars en 2021 et de 413,5 milliards de dollars en 2022 : 4669,6 PIB par tête d'habitant (source FMI). L'industrie représente 40%, dont 20% pour l'industrie manufacturière ; l'agriculture 12,4% du PIB employant 17% de la population active. Le FMI a estimé que les réserves de change disponibles pour l'Iran fin 2022 à 30,8 milliards de dollars. Un dollar s'échange le 16 avril 2024 à 41 848, 865 IRR, un

plus bas niveau historique et en six ans, le rial iranien aura perdu plus de dix fois sa valeur face au dollar, renchérissant d'autant le coût des produits de première nécessité importés. Quant au taux de chômage, le ministre iranien de l'Economie, citant le rapport du Centre iranien des statistiques, a atteint 7,6% en 2023 contre 7,90% en 2022, mais avec un taux de jeunes de 20,60% en 2023 contre 20,10% en 2022, et avec une extension de la sphère informelle, avec des données contradictoires au niveau international pour 2023, le FMI donnant 13,5% et l'OIT 8,7%. Ayant instauré un système de subventions ciblées où la part de l'énergie est prépondérante, le revenu mensuel brut par habitant iranien est de 325 dollars contre une moyenne mondiale de 1076 dollars et le revenu mensuel brut par habitant de 3900 dollars contre une moyenne mondiale de 12 911 dollars (source Banque mondiale 2022). Pour d'autres sources en janvier 2024, le salaire mensuel moyen en Iran se situe autour de 20 à 30 millions de rials iraniens, ce qui équivaut à environ 400 à 600 dollars, ce qui explique avec le taux d'inflation important la forte détérioration du pouvoir d'achat et le nivellement par le bas des couches moyennes avec le risque de vives tensions sociales. Pour le taux d'alphabétisation (2021), nous avons 89% pour les Iraniens de plus de 15 ans) et l'Indice de développement humain est de 0,774 (76e rang mondial en 2021). Les importations de biens ont été de 49,35 milliards de dollars en 2018, 41,82 en 2019, 38,75 en 2020, 48,97 en 2021, 55,446 milliards de dollars en 2022 et les importations des ser-



vices pour la même période 17,254, 15, 00, 7,27, 11,07 et 11,158 milliards de dollars en 2022. Quant aux exportations de biens entre 2018 et 2022, nous avons 103,42 milliards de dollars en 2018, 65,71 en 2019, 46,91 en 2020, 71,64 en 2021, 77,200 en 2022 et pour les exportations de services, nous avons en 2018, 9,90 milliards de dollars, 10,95 en 2019, 4,77 en 2020, 5,76 en 2021, 6,52 milliards de dollars. Les importations par rapport au PIB ont évolué ainsi : 28% en 2018, 27% en 2019, 24% en 2020, 22% en 2021, en 2022 et les exportations par rapport au PIB 30% en 2018, 23% en 2019, 19% en 2020, 23% en 2021 et en 2022. La destination des exportations de l'Iran en 2022 est principalement la Chine 32%, la Turquie 17%, Taiwan 6%, Afghanistan 5%, l'Europe 4% et pour les importations, nous avons la Chine 26%, les Emirats 15%, l'Europe 13%, la

Turquie 9% et la Russie 7%. Ainsi, avec le primat de la Chine, les EAU, la Turquie, l'Inde et l'Irak représentaient les trois-quarts du total des échanges hors pétrole de l'Iran en 2022 contre moins des deux-tiers en 2017. L'Iran souffre d'une faible ouverture aux échanges internationaux, depuis les vagues successives de sanctions économiques internationales et malgré un tissu industriel varié (pétrochimie, automobile, pharmaceutique, etc.), les nombreux produits interdits à l'importation par les autorités locales et les allocations de devises aux importateurs insuffisantes limitent l'approvisionnement en équipements et technologies nécessaires au maintien et au développement de l'industrie ce qui a amplifié l'inflation. Pour les autres indicateurs financiers et économiques, selon la commission européenne, la dette publique de l'Iran a évolué de 121,318 milliards

d'euros en 2018), 100,715 en 2019, 82,705 en 2020 et 103,652 milliards d'euros en 2021 ; Selon les agences internationales, le 13 février 2023, l'Iran avait 4,676 milliards de dollars de la dette extérieure, surtout des dettes à moyen et long termes contre 6,904 milliards de dollars en fin septembre 2022, ce qui montre une dette faible en diminution, grâce au recettés des hydrocarbures. Dans les bureaux de change à Téhéran, la monnaie nationale s'est échangée le 11/04/2024, un dollar s'échange à 42.062,50000 IRR, cette dévaluation accélérant l'inflation qui a dépassé les 43% entre 2022 et 2023, le FMI prévoyant 40% en 2024. Pour le FMI, l'investissement (35 % du PIB) commencerait à se redresser en 2024 avec une légère augmentation de la production de pétrole d'environ 0,5% par rapport à l'année 2023, pour atteindre 3,7 millions de barils par jour, en fonction de la demande

de la Chine et d'autres pays asiatiques, pour laquelle l'Iran est en concurrence avec la Russie.

2.- Les tensions géostratégiques au Moyen-Orient et leurs impacts sur la sphère énergétique

Le Moyen-Orient en 2022/2023 représente 32,7% de la production du pétrole et 20% du gaz naturel et pour les réserves 60% de pétrole et 40% de gaz naturel. L'Iran contrôle le détroit d'Ormuz où transitent environ 25/30% des produits d'hydrocarbures qui est bordé par le sultanat d'Oman reliant le Golfe persique à la mer d'Arabie et à l'océan Indien. Cet étroit passage maritime est l'un des points névralgiques du commerce mondial, ce qui lui confère une haute importance stratégique. Plus des trois-quarts de ces exportations sont destinés aux pays d'Asie, en premier lieu la Chine, l'Inde et le Japon. Si l'Arabie Saoudite et les

Emirats ont établi un réseau d'oléoducs pour contourner le détroit, ces voies alternatives comportent en réalité des volumes limités. Face aux sanctions par l'Occident sur son pétrole, Téhéran a menacé de bloquer cette voie maritime. Si le conflit entre l'Iran et Israël et entre Israël et Hamas se propage aux pays voisins, les conséquences tant géostratégiques que pour l'économie mondiale pourraient être particulièrement lourdes, avec comme impact direct des interruptions d'approvisionnement en hydrocarbures renchérissant le coût de l'énergie de toutes les chaînes d'approvisionnement et leurs coûts de production avec un prix qui dépasserait les 100 dollars le baril, des pressions inflationnistes avec à terme une récession économique dont les premières victimes seront les pays les plus vulnérables et paradoxalement les pays producteurs de pétrole du fait de la baisse de la demande.

Il y a lieu aussi de tenir compte des tensions en mer Rouge, où transitent entre 12 et 15% du commerce mondial de marchandises, jouant un rôle particulièrement important dans les échanges Europe-Asie (40% des échanges), où selon l'Institut Kiel, un conteneur navigant entre la Chine et l'Europe est passé en moyenne de 1.500 dollars à 4.000 dollars. Selon le volume exporté et les fluctuations des prix, les hydrocarbures en Iran représentent 85 à 90% des recettes d'exportation, 40 à 50% des ressources budgétaires de l'Etat iranien et 15 à 20% du PIB. Afin de combler ces besoins et faute de pouvoir s'approvisionner en produits occidentaux, l'Iran renforce ses partenariats avec les pays frontaliers et l'Asie, au premier plan, la Chine absorbant près (1,3 MB/j en 2023 souvent à des prix préférentiels comme d'ailleurs la Russie en direction de l'Inde et de la Chine.

Sur le plan énergétique, l'Iran détient 11,5% des réserves mondiales de pétrole conventionnel, la deuxième au Moyen-Orient derrière l'Arabie saoudite (la première réserve mondiale étant le Venezuela mais pétrole lourd), le quatrième producteur mondial entre 3,5 et 4 millions de barils/j et la seconde réserve mondiale de

gaz derrière la Russie 15% des réserves mondiales et sa capacité de production de gaz est de plus d'un milliard de mètres cubes par jour, mais comme pour le pétrole, devant tenir compte de la forte consommation intérieure, le prix largement inférieur au prix du marché international. L'Iran comme d'ailleurs la Russie, confrontés aux sanctions occidentales, fortement dépendante des ventes d'hydrocarbures. La plupart des sites de production iraniens sont concentrés et vulnérables, car principalement situés à proximité de l'Irak ou en off-shore dans le Golfe arabo-persique.

Or deux régions d'Iran (Lorestan et Khouzistan pour le pétrole, South Pars pour le gaz) recèlent 90% de son pétrole et 63% de son gaz. Cependant, le défi majeur est lié à un retour à l'accord sur le nucléaire iranien, bien qu'un retour à l'accord semble difficile à réaliser dans le contexte géopolitique mondial actuel. Les relations de l'Iran avec ses principaux voisins, en particulier l'Arabie Saoudite, Israël, l'Egypte, la Russie, Oman et les Emirats arabes unis, continueront de façonner le paysage extérieur, ainsi que l'avenir de l'Irak, du Liban, de la Syrie, du Caucase du Sud et récemment avec des tensions au Moyen-Orient. Les rivalités actuelles, la concurrence pour l'influence et les luttes de pouvoir régionales des grandes puissances et leurs sous traitants pourraient potentiellement accroître les tensions.

En conclusion, espérons pour le devenir de l'économie mondiale que la raison l'emporte sur les passions par la résolution de tous ces conflits à travers le monde en ébullition, et à devenir incertain et une des solutions pour apaiser toutes ces tensions au Moyen-Orient est la création d'un Etat palestinien fiable supposant une entente entre Palestiniens d'abord cohabitant avec Israël sur des frontières reconnues internationalement permettant la cohabitation des peuples dans la tolérance, l'objectif stratégique, assurer le développement, la paix et la sécurité de cette région berceau des civilisations.

A. M.

Condition de la relance de l'Algérie 2024-2030 Une planification stratégique tenant compte des nouvelles mutations mondiales

Dans le cadre de nos contributions nationales et internationales sur le bilan de l'économie algérienne 2000-2023 (car il ne suffit pas de faire un bilan mais des propositions constructives pour le pays), cette présente contribution se propose de tracer les axes du redressement national 2024-2030.

PAR ABDERRAHMANE MEBTOUL

Le monde devant connaître entre 2024-2030-2040 un profond bouleversement du pouvoir économique mondial. Une femme ou un homme politique qui n'insère pas ses actions au sein d'un cadre théorique cohérent aboutit par ses actions à des effets pervers qui peuvent se chiffrer en pertes pour la Nation en dizaines de milliards de dollars. Un théoricien qui élabore des schémas en dehors de la réalité aboutit aux mêmes effets négatifs, d'où l'importance de synchroniser la théorie et la pratique. C'est faute de comprendre l'essence du fonctionnement de la société comme le poids de la bureaucratie, de la sphère informelle, l'inflation et la cotation des monnaies, le faible taux de croissance, le chômage, le gel de projets tel que souligné récemment par le président de la République que l'on s'appesantit sur des mesures conjoncturelles.

1.- Toute planification stratégique doit tenir compte à la fois les mutations mondiales, de la -morphologie interne de la société, de son histoire, de sa situation présente et de son évolution car tout projet de société étant porté forcément par des forces politiques, sociales et économiques, les réformes étant en fonction des rapports de force au niveau de la société et non au sein de laboratoires de bureaucrates devant être à l'écoute des aspirations profondes de la société de la société. C'est pourquoi, il faut insister sur l'effort d'une information de vérité, accessible à toute la population, pour montrer l'opérationnalité de l'action gouvernementale au profit des générations présentes et futures.

Le défi 2023-2030 pour l'Algérie est la refondation de l'Etat passant renvoyant à un nouveau mode de gouvernance dont le fondement est la liberté au sens large pour une société participative et citoyenne, impliquant une réelle décentralisation autour de grands pôles régionaux.

Les responsables algériens s'adapteront-ils à ce nouveau monde dynamique en perpétuel mouvement, n'existant pas de modèle statique, par une nouvelle politique économique tenant compte des nouvelles filières mondiales axée sur la transition numérique et énergétique.

L'on doit définir clairement les objectifs stratégiques et les actions opérationnelles datées auxquelles doit s'atteler le Gouvernement afin d'établir un bilan des réalisations et des insuffisances de chaque département ministériel et de prévoir les objectifs à atteindre, fonction des moyens et des contraintes internes et externes qui s'articulent autour de cinq axes :

Premièrement, comment se pose le problème ; **deuxièmement**, quelles sont les contraintes externes (engagements internationaux de l'Algérie) ; **troisièmement**, quels sont les contraintes sociales, financières et techniques internes ; **quatrièmement**, quels sont les choix techniquement possibles et les ensembles de choix cohérents et quelles sont les conséquences probables de ces choix ; **cinquièmement**, quelles méthodes de travail choisir qui permettent de déterminer les paramètres (moyen et long terme) et les variables (court terme) dont dépend un système complexe.

Après avoir décomposé la difficulté en éléments simples, il convient de se poser des questions et apporter des réponses opérationnelles, loin des théories abstraites, réalisations physiques et plan de financement sur chacun des éléments : Quoi ? Qui ? Où ? Quand ? Comment ? Combien ? Pourquoi ? Comment faire ?

L'on devra distinguer dans la hiérarchisation, les projets capitalistiques dont le seuil de rentabilité, si le projet est lancé en 2023, ne sera rentable qu'à l'horizon 2028/2030, des projets hautement capitalistiques, donc au bout de cinq à sept années et pour les projets faiblement capitalistiques (PMI/PME) au bout de 2/3 années – C'est dans ce cadre qu'il s'agit d'encourager les industries de l'avenir d'avenir : la santé, l'alimentation, l'écologie, l'hygiène, l'éducation, la recherche, l'innovation, la sécurité, le commerce, l'information, la culture ; et bien d'autres, ces segments étant capables d'augmenter leur productivité et d'améliorer sans cesse leur capacité de satisfaire la demande sociale nouvelle, en fonction de nouveaux comportements, devant éviter ces assainissements à répétition des entreprises publiques revenues à plus de 80% à la case départ, un véritable gouffre financier, où selon les données du premier ministère (source APS) 250 milliards de dollars ont été

consacrées durant les trente dernières années à fin 2020, ne pouvant continuer sur cette voie suicidaire

2.- La relance économique ne se décrète pas dans des bureaux ou des discours en contradiction avec la réalité interne et mondiale. Pour un développement durable, s'impose pour l'Algérie la concrétisation des réformes institutionnelles et économiques, nécessitant une mobilisation générale, un large front national tenant compte des différentes sensibilités et un discours de vérité pour un sacrifice partagé.

La nouvelle politique économique en Algérie doit s'articuler autour de trois axes directeurs : **Premièrement**, la forte croissance peut revenir, mais cela suppose la conjugaison de différents facteurs : une population active dynamique, un savoir, le goût du risque et des innovations technologiques sans cesse actualisés, le combat contre toute forme de monopole néfaste, une concurrence efficace, un système financier rénové capable d'attirer du capital et une ouverture à l'étranger. Retarder les réformes ne peut que conduire à l'appauvrissement une perte de confiance en où l'Algérie n'aura plus les moyens de préparer ces réformes et vivra sous l'emprise de la peur, voyant partout des menaces où les autres voient des chances. **Deuxièmement**, la majorité des Algériens, doivent savoir que l'avenir de l'emploi et de leur pouvoir d'achat n'est plus dans la fonction publique, et que celui des entreprises n'est plus dans les subventions à répétition.

L'essentiel de l'action est entre les mains des Algériens qui devront vouloir le changement et partager une envie d'avenir, d'apprendre davantage, de s'adapter, de travailler plus et mieux, de créer, de partager, d'oser. La nature du pouvoir doit également changer, supposant une refonte progressive de l'Etat par une réelle décentralisation autour de grands pôles économiques régionaux, impliquant qu'il passe de l'Etat gestionnaire à l'Etat régulateur, devant être au cœur de la conscience collective.

Troisièmement, l'Algérie doit rénover sa gouvernance et mettre en place une véritable économie de la connaissance, entre 2025/2030 /2035 l'intelligence artificielle risque de bouleverser la structure des emplois traditionnels qui risquent de disparaître à plus de 70%, d'où l'urgence d'une profonde réforme de l'éducation du primaire au supérieur en passant par la formation professionnelle.

Il s'agira de développer le savoir de tous, de l'informatique au travail en équipe, de l'arabe, du français, du chi-

nois à l'anglais, du primaire au supérieur, devant éviter l'erreur de privilégier uniquement la recherche appliquée, la recherche théorique étant le fondement de l'innovation.

Il y a lieu d'éviter l'illusion monétaire, la monnaie étant avant tout un rapport social, traduisant le rapport confiance Etat/citoyens, étant démontré que n'existe pas de corrélation entre les pays les plus riches et le niveau des réserves de change et que ce ne sont pas les pays qui ont une balance commerciale excédentaire qui connaissent un taux de croissance élevé. La richesse de toute nation provient de la bonne gouvernance, d'un afflux important de l'investissement national et étranger créateur de valeur ajoutée reposant sur le travail et l'intelligence et aucun pays ne s'est développé grâce aux mythes des matières premières. Après avoir épuisé ses stocks d'or, avec la découverte de Christophe Colomb, l'Espagne a périclité pendant plusieurs siècles.

L'Algérie doit profiter des indicateurs financiers positifs pour transformer les capitaux argent richesses virtuelles en richesses réelles et le caractère social de l'Etat ne doit pas reposer uniquement sur la rente des hydrocarbures mais sur le travail et l'intelligence en conciliant l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale.

En conclusion, l'Algérie ne peut revenir à elle-même que si les faux privilèges sont bannis et les critères de compétences, de loyauté et d'innovation sont instaurés comme passerelles de la réussite et de la promotion sociale. Ainsi, s'impose un État régulateur (non État gestionnaire) au moyen d'une planification stratégique fondée sur la moralisation de la société, la lutte contre la bureaucratie et la corruption qui accentuent le divorce État-citoyens constituant un frein à l'investissement national ou international créateur de valeur ajoutée. Pour réussir les réformes, l'Algérie a besoin de nouvelles intermédiations politiques, sociales, culturelles et économiques, loin des aléas de la rente, afin d'éviter un affrontement direct forces de sécurité-citoyens en cas de malaise social. Un regard critique et juste doit être posé sur la situation de l'Algérie, sur ce qui a déjà été accompli de 1963 à 2023, et de ce qu'il s'agit d'accomplir entre 2024/2030 au profit exclusif d'une patrie qui a besoin de se retrouver et de réunir tous ses enfants autour d'une même ambition et d'une même espérance, la sécurité nationale et le développement économique et social du pays...

A. M.

ADRAR

Vers l'affectation de 35 nouveaux bus au profit de la wilaya

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana, a annoncé, samedi depuis Adrar, que 35 nouveaux bus seront affectés à l'Entreprise de transport urbain et suburbain (Etusa) d'Adrar, en vue de consolider et d'améliorer la qualité des prestations fournies aux citoyens.

S'endant au parc de l'Etusa, lors d'une visite d'inspection dans la wilaya, M. Zahana a indiqué que ce quota de bus, qui renforcera l'Etusa, devra contribuer à la création de nouvelles lignes et à améliorer la qualité des prestations fournies aux citoyens.

Dans le même contexte, le ministre a exhorté à la nécessité de consacrer un atelier à la prise en charge des travaux d'entretien et de maintenance de l'équipement et d'œuvrer à la formation de ses travailleurs, en vue de valoriser les biens de l'entreprise. Lors de cette visite, le ministre s'est également enquis de la qualité des prestations prodiguées au niveau de la Gare routière d'Adrar, où il a salué l'utilisation de la numérisation pour la réservation et le paiement électroniques, soulignant que le ministère avait consacré des enveloppes financières à la maintenance des gares routières afin de moderniser leurs services, leur permettre d'améliorer leurs performances et gérer leurs services de manière autonome.

Après avoir suivi un exposé sur la situa-



tion et les défis auxquels fait face le secteur dans la wilaya, M. Zahana a affirmé que son département ministériel a mobilisé, dans le cadre de sa stratégie de promotion du secteur, toutes les ressources matérielles et humaines nécessaires pour garantir des services de qualité aux normes internationales, à travers la fourniture de divers équipements, la formation des personnels, l'entretien et la modernisation de différentes infrastructures et le renforcement de la numérisation.

Le ministre a affirmé, par là-même, que la promotion et la modernisation des services de transports destinés aux citoyens étaient au cœur des intérêts du ministère, appelant les responsables de son secteur à sensibiliser les opérateurs privés à adhérer les démarches visant à la promotion du service public. Le premier responsable s'est dit satisfait des efforts consentis par les autorités locales pour la modernisation des services de l'aéroport de Touat Chikh Sidi-Mohamed-Belkebir (Adrar) devant programmer des vols internationaux

directs vers les Lieux-Saints. La compagnie Air-Algérie a programmé des vols intérieurs supplémentaires depuis l'aéroport d'Adrar vers différentes destinations nationales, a-t-il rappelé, ajoutant que cette étape était le fruit des efforts continus de la compagnie. Lors de son inspection de cette structure, le ministre a insisté sur l'adaptation de l'ensemble des aéroports aux normes internationales des services en œuvrant à la mise en place de tous les équipements logistiques et à la formation du personnel afin de réunir les meilleures conditions aux passagers. Le ministre s'est rendu également au siège de la Direction des transports au chef-lieu de la wilaya où il s'est enquis des conditions de travail des employés.

La dernière halte du ministre était à la commune de Sbaâ (Adrar Nord) où il a inauguré une nouvelle unité d'Agefal, une des filiales du Groupe public de transport terrestre de marchandises et de logistique "Logitrans".

BOUMERDÈS

Inauguration et entrée en service d'une maison de wilaya de l'artisanat et des métiers

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a présidé, samedi à Boumerdès, la cérémonie d'inauguration de la maison de wilaya de l'artisanat et des métiers en présence des autorités locales et des représentants des associations civiles et des artisans.

Dans une déclaration à la presse suite à l'inauguration de cette maison, le ministre a relevé l'importance de cet espace « qui abritera les artisans dans différents ateliers et les aidera à commercialiser et promouvoir leurs produits, les encourageant ainsi à la créativité », appelant à la nécessité de « mettre cet édifice à la disposition des artisans dans les plus brefs délais en raison du besoin urgent dans les domaines de l'organisation et de la promotion de la profession ».

Pour sa part, le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers, Mohamed Lakhdari, a expliqué, lors d'une présentation sur cet espace vital, que cette maison spécialisée était située dans un emplacement « soigneusement choisi » au centre-ville de Boumerdès, à proximité de différentes institutions officielles administratives et de services tels que la gare, la gare routière et la bibliothèque publique et l'université.

Le secteur a également été renforcé dans la wilaya ces dernières années par la réalisation d'un centre de l'artisanat et des métiers dans la commune de Bordj Menaiel (est de la wilaya) dans le cadre du plan de développement de la wilaya visant à promouvoir cette profession.

CHLEF, CENTRE INTERMÉDIAIRE DE SOINS EN ADDICTOLOGIE

Pour un nouveau départ dans la vie

Le Centre intermédiaire de soins en addictologie (CISA) de Chlef, ouvert en 2010, offre une opportunité de réinsertion sociale pour un nouveau départ dans la vie aux personnes addictives aux différentes drogues, jeux électroniques, écrans, travail, nourriture ou aux achats compulsifs et qui veulent volontairement se soigner.

Cette structure sanitaire, disposant de spécialistes en psychiatrie, psychologie et en addictologie, enregistre ces deux dernières années une affluence de personnes de différents âges et horizons sociaux qui veulent s'y soigner et bénéficier de la qualité des prestations sanitaires proposées.

Le choix de ce Centre par les personnes addictives est aussi dicté par les résultats positifs obtenus dans le traitement de nombreux cas d'addiction et ayant permis aux patients de reprendre une vie normale au sein de la société. A ce propos, la directrice de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) d'Ouled Farès, Hadjira Guermah, a indiqué que durant l'année 2023, plus de 770 cas d'addiction ont été admis au centre, dont 50 femmes. En 2022, le nombre de patients admis était de 470, alors qu'il n'a pas dépassé les 288 cas, dont 8 femmes, en 2021.

La hausse du nombre des personnes addictives admises au Centre est due à l'émergence d'une prise de conscience parmi cette catégorie et au sein des familles de la nécessité de lutte contre les différentes formes d'addiction pour une réinsertion dans la société, ainsi que la mise à ladisposition de ces patients d'un

staff médical qualifié, a-t-elle expliqué. La mise en place d'un programme de traitement pour le suivi et l'accompagnement des cas psychologiques ou sociaux qui sont pris en charge au sein du CISA explique aussi cette prise de conscience et la fréquentation notable observée, a ajouté la directrice. La semaine nationale de prévention (15-21 avril), initiée par le ministère de la Santé et organisée à travers les différentes wilayas, a été l'occasion pour l'APS de constater cette forte affluence Elle a indiqué que le Centre accueille des personnes d'âges différents, assure diverses prestations, dont en pédopsychiatrie, ainsi que l'orientation des familles ou des proches des patients dans le cadre de l'accompagnement psychologique et social afin d'éviter une éventuelle rechute.

Le CISA de Chlef est encadré par un staff médical composé de quatre psychiatres, deux psychologues, un médecin spécialisé en addictologie, une assistante sociale, des infirmiers et un personnel administratif.

Traitement intégré et volonté de lutter contre la toxicomanie

Selon le Dr Razika Chenaoui, psychologue, le Centre propose « des étapes de traitement intégré qui contribuent de manière significative à la lutte contre l'addiction en hausse dans la société », soulignant l'importance de la volonté des personnes d'abandonner les habitudes comportementales nuisibles et la consommation de diverses substances stupéfiantes dangereuses dans la réussite du traitement.

Les spécialistes reçoivent d'abord les personnes addictives et diagnostiquent les facteurs ayant conduit à leur addiction, qu'il s'agisse de facteurs génétiques, de prédispositions psychologiques ou de l'environnement. Elles sont ensuite orientées vers un neuropsychiatre et subissent des analyses générales. Pour certains cas, les patients entament directement des séances avec des psychologues, à raison d'une séance tous les dix jours, pour une durée de 30 à 40 minutes, selon des rendez-vous préétablis, a expliqué Dr. Chenaoui.

Outre le programme de traitement, les patients suivent une phase de réhabilitation supervisée par une infirmière ergothérapeute de la santé publique. Durant cette phase, on enseigne aux toxicomanes des métiers et des activités qui leur permettront d'intégrer le monde du travail une fois guéris de leurs addictions. Intervient ensuite l'assistance sociale qui leur simplifie les nombreuses démarches administratives et veille à ce qu'ils soient recrutés dans des environnements professionnels qui facilitent leur intégration. Pris en charge par le Centre, Salim, 27 ans, originaire de Chlef, souffrait d'une addiction aux drogues depuis 2018, suite à un traumatisme psychologique dû à une bagarre avec l'un de ses pairs et à son emprisonnement pendant six mois, alors qu'il était étudiant universitaire et menait une vie normale. L'histoire de la lutte de ce jeune homme contre l'addiction a commencé, en solo, lorsqu'il s'est abstenu, de son propre gré, de consommer des drogues pendant une année entière,

avant de rechuter une première fois, et recommencer à prendre des comprimés hallucinogènes, ce qui l'a décidé à contacter le Centre pour bénéficier d'un accompagnement dans sa quête de désintoxication. Malgré un deuxième échec dans le processus de traitement de Salim, sa forte volonté l'a motivé à suivre un programme de réduction progressive du nombre des cigarettes qu'il fumait et de la quantité de boissons alcoolisées qu'il absorbait pour arriver finalement à zéro dose.

Par la suite, il a suivi des séances psychologiques qui ont abouti à sa victoire sur la dépendance et au rétablissement de sa vie normale, selon le médecin spécialiste, Dr Chenaoui. Outre les cas d'addictions aux drogues et aux boissons alcoolisées, le CISA prend en charge les personnes souffrant d'addiction aux écrans, à la nourriture, aux jeux électroniques, aux achats compulsifs et toutes autres formes de comportement nocif, même la boulimie.

Les responsables du CISA insistent sur l'importance de l'intensification du travail de sensibilisation et de conscientisation ciblant toutes les tranches d'âge, avec la participation de divers acteurs, notamment les associations et les clubs de jeunes pour lutter contre toutes les addictions malsaines. A noter que dans le cadre de la semaine nationale de prévention, l'EPSP de Ouled Farès a organisé des portes ouvertes sur le CISA qui ont attiré un grand nombre de visiteurs qui ont reçu des explications détaillées sur les différentes missions du Centre et des soins qu'il assure.

VIEILLISSEMENT

Les Statines en prophylaxie pour les personnes âgées

Nombreuses sont les études publiées sur les bénéfices mais aussi les effets secondaires des statines. Cette nouvelle étude française, randomisée, va évaluer scientifiquement l'intérêt clinique et médico-économique de l'arrêt des statines administrées en prévention primaire des événements cardiovasculaires chez les personnes âgées.

Une initiative du CHU de Bordeaux qui devrait mobiliser 500 médecins généralistes et plus de 2.000 de leurs patients. L'étude recherche toujours des participants. Les statines sont utilisées pour abaisser les niveaux élevés de cholestérol dans le sang en inhibant la capacité du foie à produire le cholestérol. Mais elles sont aussi évoquées dans de multiples indications, par des études de plus en plus nombreuses : plébiscitées non seulement en prévention du cancer, des complications de la grippe et même de la maladie de Parkinson. Avec cependant, un effet secondaire bien connue et fréquent, des douleurs musculaires chez 75% des patients.



Pourtant, aujourd'hui, un grand nombre de patients âgés prennent des statines en prévention primaire des maladies cardiovasculaires. Plusieurs grandes études, une méta-analyse publiée en mai 2011 dans la Cochrane Review, une étude de l'University College (Londres) présentée en 2010 au Congrès annuel de l'EASD et une étude publiée en 2012 dans le Lancet recommandent des statines pour tous,

au-delà de 50 ans, pour prévenir les MCV. L'étude française SAGA, randomisée, menée par le CHU et l'Université de Bordeaux va inviter les 500 médecins généralistes participants, à arrêter ou non les statines administrées en prévention primaire à leurs patients. SAGA est réalisée dans le cadre du suivi habituel de leurs patients sans nécessité de consultations ou d'exams supplémentaires

dédiés à la recherche. Les patients participants devront être âgés de 75 ans et plus et être traités par statines depuis au moins 12 mois, n'avoir jamais subi d'infarctus du myocarde, d'accident vasculaire cérébral, de coronaropathie, d'artériopathie, qu'ils soient diabétiques ou non. Ils seront suivis par leur généraliste pendant 3 ans. Le lancement de l'étude est prévu pour juin 2016. Enfin, une rémunération de 300 euros par patient suivi est prévue.

Des indications déjà élargies aux États-Unis

Rappelons, qu'aux États-Unis, les nouvelles lignes directrices de American College of Cardiology (ACC) et de l'American Heart Association (AHA) ciblent tous les sujets susceptibles de bénéficier d'un traitement par statine et en particulier les personnes les plus à risque de crise cardiaque et d'AVC, même si leur taux de cholestérol reste dans les limites normales. Ainsi, au-delà de recommander une thérapie par statine aux patients déjà diagnostiqués avec une maladie cardiovasculaire, un diabète ou une hypercholestérolémie, ces lignes directrices recommandent plus largement les statines aux personnes à risque élevé d'événement cardiovasculaire dans les 10 années à venir.

Le stress psychosocial, un facteur de risque cardiaque même en cas de tension normale

En pratique, des adultes n'ayant aucun problème de tension artérielle mais présentant des niveaux élevés d'hormones de stress ont un risque accru de développer une hypertension artérielle (HTA) et de connaître des événements cardiovasculaires.

Cette étude de l'Université de Kyoto pointe la responsabilité des hormones du stress, facteurs de risque cardiaque, même chez des personnes présentant une tension artérielle normale. En pratique, des adultes n'ayant aucun problème de tension artérielle mais présentant des niveaux élevés d'hormones de stress ont un risque accru de développer une hypertension artérielle (HTA) et de connaître des événements cardiovasculaires, comme la crise cardiaque. Ces données publiées dans Hypertension, une revue de l'American Heart Association viennent alourdir le fardeau sanitaire associé à l'exposition aux stress du quotidien. Car l'exposition au stress du quotidien comme au stress traumatique augmente bien le risque de maladie cardiovasculaire, confirme cette étude, dans la lignée d'un nombre croissant de recherches, pointant la connexion corps-esprit et suggérant l'impact du stress sur la santé et

notamment le risque d'événements cardiovasculaires. Cette étude suggère même l'impact du stress quotidien, et cumulatif, sur le pronostic cardiovasculaire plus tard dans la vie.

Quelle responsabilité des hormones de stress noradrénaline, épinéphrine, dopamine et cortisol

Ces hormones peuvent augmenter avec le stress causé par les événements de la vie, le travail, les relations, les problèmes financiers ou relationnels. L'auteur principal de l'étude, le Dr Kosuke Inoue, professeur d'épidémiologie sociale à l'Université de Kyoto et son équipe ont voulu évaluer l'impact du stress et des niveaux des différentes hormones de stress sur la santé cardiovasculaires de personnes exemptes d'hypertension.

« Il est important d'examiner l'impact du stress en population générale, car cet examen permet de savoir si la mesure en routine de ces hormones de stress pourrait permettre de prévenir l'hypertension et les événements cardiovasculaires ».

Les différentes hormones de stress : la norépinéphrine, l'épinéphrine et la dopamine sont des molécules connues

sous le nom de catécholamines qui maintiennent la stabilité du système nerveux autonome, le système qui régule les fonctions corporelles involontaires telles que la fréquence cardiaque, la pression artérielle et la respiration. Le cortisol est une hormone stéroïde libérée en cas d'exposition au stress et régulée par l'axe hypothalamo-hypophysio-surrénalien, qui module la réponse au stress. Si toutes ces hormones sont produites dans la glande surrénale, elles ont des impacts différents sur le système cardiovasculaire, il est donc important d'étudier individuellement leur relation avec l'hypertension et les événements cardiovasculaires.

L'analyse des données de participants à l'étude MESA Stress 1 (une sous-analyse de l'étude Multi-Ethnic Study of Atherosclerosis), et notamment des niveaux de noradrénaline, d'épinéphrine, de dopamine et de cortisol via un test d'urine chez 412 adultes âgés de 48 à 87 ans, exempts d'HTA, révèle que :

- sur une période médiane de suivi de 6,5 ans, chaque fois que les niveaux des 4 hormones de stress doublent, le risque de développer une hypertension augmente de 21 à 31 % ;

- sur une période de suivi de 11 ans, chaque fois que les niveaux de cortisol doublent, le risque d'événements cardiovasculaires augmente de 90% ;
- il n'existe pas d'association significative entre les événements cardiovasculaires et les niveaux de catécholamines.

L'étude des effets du stress psychosocial reste complexe car sa perception est personnelle et subjective, et son impact varie ainsi pour chaque individu. La mesure non invasive -ici par test urinaire- montre que la mesure du cortisol peut permettre d'identifier les personnes à risque plus élevé d'hypertension et éventuellement d'événements cardiovasculaires. En d'autres termes, des niveaux de cortisol élevés constituent un bon indicateur du risque futur d'événements cardiovasculaires.

Il reste à déterminer les groupes de population les plus éligibles à ce dépistage, concluent les chercheurs.

Source : Hypertension 13 Sep 2021
DOI : 10.1161/HYPERTENSIONAHA.121.17618
Urinary Stress Hormones, Hypertension, and Cardiovascular Events: The Multi-Ethnic Study of Atherosclerosis

TOGO

Le pays adopte une nouvelle Constitution et passe à un régime parlementaire



Avec 87 voix sur 87 et en l'absence des trois députés de l'opposition, l'Assemblée nationale togolaise a adopté la nouvelle Constitution, faisant basculer le pays d'un régime présidentiel à un régime parlementaire.

Elle consacre, ainsi, la disparition de l'élection du président de la République au suffrage direct. Elle crée également la fonction de "Président du Conseil des ministres" qui concentre tous les pouvoirs. La magistrature suprême est, selon les termes de la nouvelle Constitution, vidée de sa substance puisque le nouveau président est privé de toute prérogative.

Le véritable exercice du pouvoir résidera entre les mains du Président du conseil des ministres, une sorte de super-Premier ministre, qui sera obligatoirement "le chef du parti majoritaire" à l'Assemblée nationale.

"Le Togo vient d'ouvrir une nouvelle page pour sa marche vers une démocratie plus inclusive et participative", s'est réjoui auprès de la presse, après le vote, Kouméalo Anaté, députée du parti majoritaire à l'Assemblée, l'Union pour la République (Unir). Aujourd'hui, le président Faure Gnassingbé est le président d'Unir.

L'opposition voit, donc, dans cette nouvelle fonction une manœuvre de Faure Gnassingbé pour se maintenir

au pouvoir, lui qui a pris la tête de l'État en 2005, à la suite de son père resté, près de 38 ans, aux manettes du pays. Pour Nathaniel Olympio, président du Parti des Togolais (PT, opposition), Faure Gnassingbé "a démontré que la préoccupation majeure de son régime est de conserver le pouvoir vaille que vaille".

Avec la nouvelle Constitution, "c'est la fonction de président du Conseil qui donne la latitude à quelqu'un d'exercer le pouvoir de manière illimitée et donc, logiquement, on en déduit que c'est le poste qu'il se réserve", a-t-il expliqué à l'AFP.

Le chef de l'État avait déjà réaménagé la Constitution en 2019 lui permettant de remettre les compteurs à zéro et de briguer deux nouveaux mandats supplémentaires, en 2020 et 2025. Mais il aurait été forcé de quitter le pouvoir en 2030.

Les députés togolais avaient déjà adopté la nouvelle Constitution le 25 mars, après quelques heures de débat et sans que le texte soit rendu public, ce qui avait immédiatement déclenché un tollé parmi l'opposition mais aussi la société civile, qui ont rapidement qualifié ce vote de "coup d'État institutionnel".

Pour entrer en vigueur, la nouvelle Constitution doit passer la formalité d'être promulguée par Faure Gnassingbé.

Législatives sous tension

Ce changement constitutionnel passe d'autant plus mal qu'il intervient à

quelques jours des élections législatives, initialement prévues le 20 avril, mais finalement décalées au 29 pour donner le temps aux députés de procéder à un nouveau vote du texte, ainsi que l'avait demandé le chef de l'État.

Le même jour auront également lieu les premières élections régionales du pays.

Contrairement au dernier scrutin législatif de 2018 qu'elle avait boycotté, l'opposition a décidé de se mobiliser massivement cette année.

Elle avait prévu deux journées de manifestations les 12 et 13 avril, mais elles ont été interdites par les autorités et les membres de l'opposition ont été empêchés de se réunir.

Dans une région troublée par les coups d'État (Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée) et les crises politiques (Sénégal), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a dépêché lundi une mission à Lomé.

L'institution régionale avait dans un premier temps mentionné "le contexte crucial" au Togo et la "gravité des réformes constitutionnelles controversées".

Avant de faire volte-face le lendemain en expliquant dans un communiqué qu'elle y effectue "une évaluation préélectorale" et "ne s'engagera dans aucun autre processus comme indiqué dans un communiqué antérieur".

R. I. / Agences

SÉNÉGAL

Les ministres placés sous l'autorité directe du Premier ministre Ousmane Sonko

Au Sénégal, tous les ministres sont placés sous l'autorité directe du Premier ministre, selon les premiers décrets émis début avril. Une décision qui a fait réagir d'anciens politiques sénégalais.

Est-ce une manière de renforcer les pouvoirs du Premier ministre ? La question est posée par Abdoul Mbaye, ancien Premier ministre du Sénégal ou encore Mamadou Thiam, ancien coordinateur de la communication de la présidence de la République.

C'est sur sa page Facebook qu'Abdoul Mbaye a fait part de ses réserves sur le nouveau rôle du Premier ministre au Sénégal qui jusqu'à tout récemment était de juste coordonner les actions du gouvernement. Mais depuis la publication des décrets relatifs aux attributions des ministres du gouvernement, le rôle du Premier ministre se trouve plus important.

Selon les textes officiels, les ministres sont « placés sous l'autorité du premier ministre », Ousmane Sonko. Ce qui, selon Abdoul Mbaye, pourrait avoir des conséquences en termes de responsabilités pénales. L'ancien Premier ministre d'expliquer qu'avec ce changement dans la formulation des décrets, le chef du gouvernement pourrait directement être responsable, par exemple, dans le cadre d'un faux rapport d'un ministre.

Mamadou Thiam, ancien coordinateur de la communication de la présidence de la République, se demande lui si ce changement est une manière d'augmenter les pouvoirs du Premier ministre, qui est dorénavant la seule autorité à qui les autres ministres doivent rendre compte.

Pour le porte-parole du Gouvernement, il n'y a vraiment pas de quoi polémiquer. Selon Amadou Moustapha Ndieck Sarré, ministre de la Formation professionnelle et porte-parole du gouvernement, le Premier ministre est un chef d'orchestre et tous les ministres, des membres de cet orchestre. Il est aussi le seul à rendre compte directement au président de la République.

R. I. / Agences

TENNIS/CHAMPIONNAT D'AFRIQUE ITF/CAT U16

Les participants saluent la "très bonne organisation" de la compétition

Les participants au Championnat d'Afrique ITF/CAT des U16 (15-20 avril), clôturé samedi au Tennis club de Bachdjarah (15-20 avril), après six jours de compétition, relèvent la "très bonne organisation" sur tous les plans de ce rendez-vous continental.

"L'organisation était très bonne depuis notre arrivée. C'est ma première venue en Algérie et j'estime que tout a été bien fait. Je tiens à féliciter les organisateurs et j'espère revenir très prochainement", a déclaré à l'APS, le coach de la Guinée Equatoriale, Amancio Bopa.

De son côté, le coach des sélections égyptiennes, Nacer Mina, n'a pas caché sa satisfaction de l'organisation. "J'avoue que nous étions très à l'aise grâce à une organisation parfaite. Ça s'est bien déroulé. Les bonnes conditions nous ont permis de réaliser un parcours parfait. Merci aux organisateurs", a souligné, Nacer Mina. Pour sa part, le représentant des délégations du Botswana et du Lesotho,



Dominique Raguin, a tenu à saluer les organisateurs. "Je n'ai pas grande chose à dire. L'organisation était parfaite. Tout était bien depuis notre arrivée jusqu'à cette cérémonie de remise des prix aux lauréats. J'ai bien aimé le site du Tennis club de Bachdjarah qui est très bien entretenu. Je souhaite revenir très vite", a déclaré, à l'APS, Dominique Raguin.

Même son de cloche de la part du coach tunisien, Mehdi Abid, qui estime que tous les moyens organisationnels ont été fournis par les organisateurs de la compétition.

"Nous sommes habitués à venir en Algérie et ce n'est pas une surprise pour nous. L'organisation, les courts de tennis et l'hébergement étaient excellents. Merci à nos frères algé-

riens", a souligné Mehdi Abid.

Des remerciements qui vont droit au cœur du président la Fédération algérienne de tennis (FAT), dont l'instance est l'organisatrice de cet événement sous l'égide de la Confédération africaine de tennis et la Fédération internationale de tennis (ITF).

"Nous avons postulé pour la deuxième année de suite tout en respectant le cahier de charge de la CAT (Confédération africaine de tennis, Ndlr). Nous avons mis tous les moyens nécessaires pour réussir ce rendez-vous continental. Je tiens à remercier le ministère de la Jeunesse et des Sports, la wilaya d'Alger et l'administration du Tennis club de Bachdjarah pour leur grande contribution", a déclaré à l'APS, le président de la FAT, Nabil Cheriak.

Le Championnat d'Afrique a été clôturé samedi au Tennis club de Bachdjarah (Alger) avec une large domination des sélections égyptiennes qui ont décroché trois titres sur quatre possibles. L'Algérie s'est contentée d'une médaille d'argent en double filles, grâce au duo Maria Badache et Kawter Abidat.

Seize pays et un total de 55 athlètes (29 garçons et 26 filles) ont pris part aux rendez-vous d'Alger.

FESTIVAL DES SPORTS DE LA WILAYA D'ALGER

Près d'un million de visiteurs attendus sur les cinq sites

La première édition du Festival des Sports de la wilaya d'Alger, prévu du 25 au 27 avril courant, dans cinq sites différents de la capitale, devrait enregistrer une affluence record d'environ un million de visiteurs, selon les organisateurs. Plusieurs activités sportives, collectives, individuelles, aquatiques et traditionnelles sont inscrites au programme de ce Festival organisé par la wilaya d'Alger, sous le patronage du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire.

"On s'attend à ce qu'il y ait près d'un million de visiteurs à travers les cinq sites qui ont été retenus pour abriter ce Festival", a déclaré Ali Mokrani, un cadre de la wilaya d'Alger, lors d'une conférence de presse tenue aux Sablettes (Hussein Dey), un des cinq sites réquisitionnés pour l'évènement. Les quatre autres sites sont : le Parc urbain de Bab Ezzouar, Oued El Harrach (Vers Bentalha), le Parc Zoologique de Ben Aknoun et le Jardin des Grands Vents, relevant du Parc Dounia à Ouled Fayet, avec différentes activités sportives dans chaque site.

Le plus gros des activités aura lieu aux Sablettes, sur un espace de 6.4

km, notamment, la série de jeux traditionnels, appelée "Les Jeux d'autrefois", prévue les 25, 26 et 27 avril, ainsi qu'une course pédestre, appelée "Course des Hironnelles", qui aura lieu le 26 avril.

Plusieurs activités aquatiques sont également prévues aux Sablettes, notamment un Aquathlon Swim & Run (25 avril), un triathlon juniors, Elite et Master (le 26 avril) et un duathlon, le 27 avril, qui, lui, sera destiné uniquement aux jeunes de moins de 15 ans.

"En tout, il y aura près de 70 activités, entre disciplines sportives et activités de divertissement, et elles seront destinées à toutes les catégories d'âge, ainsi qu'aux personnes aux besoins spécifiques. La particularité, c'est qu'aucune compétition ne revêtira un caractère officiel. Ce sera un pur divertissement pour tous, et même les visiteurs auront le droit de participer", a poursuivi M. Mokrani. De son côté, le conseiller du wali d'Alger et membre du comité d'organisation, Réda Doumi, a précisé que parmi les sites réquisitionnés, "il y aura sept grands terrains pour le football et 10 autres terrains pour le basket-ball, le handball et le volley-

ball, ainsi que plusieurs circuits pour la course à pied. Il y aura également des espaces qui seront dédiés à la pratique des arts martiaux et différents sports de glisse et d'escalade" a-t-il ajouté. Près de 20 espaces ont été réquisitionnés au niveau du site de Oued El-Harrach, dont une grande majorité pour les plus jeunes, alors que le site de Bentalha sera consacré à des courses d'endurance pour les chevaux. Outre les moyens matériels, et pour veiller au bon déroulement de l'évènement, les organisateurs ont mobilisé plus de 400 encadreurs, représentants 40 Ligues et associations sportives. D'après lui, les visiteurs pourront prendre ces bus à quatre endroits différents, à savoir : Rouiba, Sidi-Abdallah (Zéralda), Bir Touta et la Place du 1er-Mai, à Alger-Centre.

"Le transport sera gratuit également pour les étudiants, qui pourront prendre le bus directement à partir de leur résidence universitaire", a-t-il ajouté. Pour conclure, M. Mokrani a annoncé que ce Festival sera organisé au mois d'avril de chaque année, avec de nouveaux espaces de divertissement et de nouvelles activités sportives.

VOLLEY-BALL, CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS L'ASVB en quarts de finale, le WAT éliminé

L'ASV Blida a brillamment validé son billet pour les quarts de finale du Championnat d'Afrique des clubs en disposant des Congolais de la Green Team (3-0), samedi au Caire (Egypte). Afin d'aller chercher cette qualification, les Blidéens n'ont laissé aucune chance à leur adversaire du jour. En effet, les gars de la ville des Roses ont survolé le premier set (25-18), avant de confirmer leur domination durant le reste de la partie (25-19, 25-22). En revanche, c'est la fin de l'aventure pour le WA Tlemcen. Pour sa première participation à cette joute continentale, le WAT a vu son parcours s'arrêter aux portes des quarts de finale après avoir été battu par la formation rwandaise de Police VB. Les Tlemcéniens quittent la compétition la tête haute, car ils ont tout donné dans un match qui s'est achevé au tie-break (2-3 : 27-25, 28-30, 25-22, 19-25, 5-15). Concernant les autres qualifiés pour les quarts de finale, ils ont pour noms : Port Authority (Kenya), Al Nasr SC (Libye), Port autonome de Douala (Cameroun) et le tenant du titre, Mouloudia de Bou Salem (Tunisie).

CAPTAIN AMERICA : CIVIL WAR



20h25

TMC

A la poursuite de Rumlow, Captain America et son équipe provoquent involontairement un incident grave à Lagos. Après les dégâts collatéraux liés au combat contre Ultron, c'en est trop. Les Nations Unies veulent prendre le contrôle des Avengers. Tony Stark souhaite que l'équipe accepte ce changement de régime. Mais Steve Rogers ne peut l'envisager. Durant la réunion instituant les nouvelles règles, une bombe explose. Durant sa première phase, les super-héros étaient présentés au public à travers des films séparés mettant en place l'univers. La phase 2 les réunissait au sein des Avengers...

TERMINAL OOD COP BAD COP



20h10

CANAL+

Jack revient de deux semaines de vacances à Bogota. Au moment de passer la douane, Cathy qui possède un odorat hors du commun, le suspecte de transporter de la drogue dans ses bagages. Elle se voit contraint de faire appel à Max, le douanier le plus efficace de l'aéroport. Ce dernier a la réputation de manier avec trop de véhémence le taser. De son côté, Armelle tente de cacher à Nikki une faute grave envers un passager. Plus de vingt ans après la mythique série "H", Ramzy Bedia retrouve Jamel Debbouze dans cette série drolatique et loufoque d'une compagnie aérienne et son personnel déjanté...

MEURTRES AU PARADIS QUESTION D'AVENIR

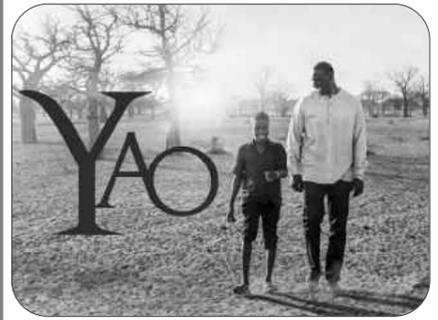


20h10

2

L'agent Marlon Pryce reçoit un appel de son ancien employeur, Ray Saunders, disant qu'il a besoin d'aide et qu'il est blessé. Arrivé sur place, il le découvre raide mort près de sa piscine avant d'être assommé par un homme cagoulé. La victime est décédée quelques minutes après son appel d'une balle dans le cœur. Alors que l'inspecteur Neville Parker et son équipe mènent l'enquête, Marlon annonce au commandant qu'il comprendre présenter sa démission pour aller vivre à la Jamaïque avec sa petite sœur Jocelyn, qui a été acceptée dans une école de cette île.

YAO



20h10

3

Pour la promotion de son livre, l'acteur Seydou Tall se rend pour la première fois de sa vie au Sénégal, son pays d'origine. Il y fait la connaissance d'un enfant prénommé Yao qui a parcouru tout seul près de 400 kilomètres dans le seul but de le rencontrer. Ému par ce jeune garçon, le comédien accepte de l'héberger dans son hôtel et décide de le raccompagner chez lui le lendemain malgré ses obligations professionnelles. Si lors de ce trajet, Seydou Tall doit faire face à différentes péripéties, ce voyage lui permet surtout de découvrir ses racines.



LA SELECTION DE MIDI LIBRE

GANGS OF NEW YORK



19h55

arte

En 1846, les Dead Rabbits, des immigrants irlandais regroupés derrière le père Vallon, et les Natifs, un gang américain emmené par l'inquietant Bill le Boucher, se disputent le contrôle du quartier de Five Points, un faubourg pauvre de New York. Au terme d'une rixe, Bill assassine Vallon et s'associe à un policier véreux pour prendre le contrôle du quartier. Des années plus tard, Amsterdam, le fils de Vallon, parvient à infiltrer le gang de Bill le Boucher jusqu'à en devenir son principal lieutenant. Celui-ci est bien décidé à venger la mort de son père.

MYSTÉRIUX INSECTES, SUR LA PISTE DES ORIGINES



20h04

5

Des déserts brûlants aux steppes glacées des pôles, des prairies verdoyantes aux forêts tropicales, et jusque dans les villes et les maisons, les insectes font partie d'un monde étonnant souvent ignoré. De nouvelles découvertes en paléo-entomologie révèlent à quel point ils ont contribué non seulement à façonner le monde d'aujourd'hui mais aussi à l'évolution de l'espèce humaine. A l'heure où certains d'entre eux sont en danger d'extinction, où l'on s'interroge sur leur place dans les écosystèmes, ce documentaire raconte l'histoire des insectes et le secret de leurs origines.

LEGOS : LES 30 CONSTRUCTIONS LES PLUS INCROYABLES



20h10

RMC STORY

À partir d'un tas de petites briques aux formes et aux couleurs variées, certains passionnés sont capables de réaliser des constructions en Legos hallucinantes, grâce à leur imagination et une maîtrise technique exceptionnelle. Décors de films, voitures de collection, ou même monuments emblématiques, ces véritables chefs-œuvre ont nécessité des millions de briques ainsi que des milliers d'heures de travail. Tour d'horizon des constructions les plus impressionnantes, réalisées par des artistes, constructeurs professionnels ou simplement fans de briques, qui partagent ici leur passion, dont Sébastien...

CRIMES DANS LE LIMOUSIN



20h05

Chérie 25

« Qui a tué la reine de la nuit ? » Le 25 juillet 2013, Franck est inquiet, il est sans nouvelles de son ami Laurent, alias Mylène, un coiffeur travesti de 42 ans. Franck décide alors d'appeler les pompiers - « La voiture de l'horreur ». Le 8 mars 2009 à La Souterraine, les sapeurs-pompiers sont appelés pour un début d'incendie dans un HLM. Mais la porte d'entrée a été fracturée et ses locataires ne sont pas dans l'appartement - « Passion destructrice ». Le 19 mai 2008, il est 23h à Limoges quand deux témoins voient un homme se jeter sur une femme et la poignarder une trentaine de fois.

Web : www.lemidi-dz.com

MIDI
Quotidien national d'information

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, Avenue Pasteur, Alger
Tél : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre

EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16

Adresse : Maison de la presse 1^{er}- Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	04:24
Dohr	12:46
Asr	16:29
Maghreb	19:29
Icha	20:59

BRAHIM DADI ISMAILI DANS LES GEÔLES MAROCAINES

LA NÉGLIGENCE MÉDICALE DÉNONCÉE

La Ligue pour la protection des prisonniers sahraouis dans les geôles marocaines a dénoncé la négligence médicale dont est victime le prisonnier civil sahraoui Brahim Dadi Ismaili, détenu à la prison Ait Melloul 2, à la périphérie de la ville marocaine d'Agadir, et la politique d'attribution pratiquée par l'administration pénitentiaire.

S'appuyant sur les informations communiquées par la famille de Brahim Dadi Ismaili, la ligue a fait part de la détérioration de son état de santé et des tergiversations de l'administration pénitentiaire à le faire bénéficier des soins nécessaires.

Selon la ligue, la famille du prisonnier sahraoui a affirmé que leur fils les avait informés mercredi dernier de ses douleurs au dos, qui l'empêchaient de bouger, de dormir, de prier ou de mener normalement sa vie quotidienne. Elle a ajouté qu'il n'a pas pu effectuer l'examen médical prévu le 16 avril, en raison, officiellement, du « manque de matériel médical et d'un dysfonctionnement dans l'appareil IRM », dénonçant « une claire collusion entre l'administration pénitentiaire et l'hôpital municipal d'Agadir. »

Le 19 juillet 2017, Brahim Dadi Ismaili a été condamné à la prison à perpétuité dans le cadre du démantèlement sauvage par la police marocaine du camp de Gdeim Izik, à l'est de Laâyoune occupée, et ce à l'issue d'un procès partial à Salé, de l'aveu même d'organisations internationales des droits de l'Homme.

Ismaili a affirmé que « les documents de la police, considérés comme preuve principale contre lui, sont falsifiés et ont été signés sous la torture », soulignant que, « pendant tous les interrogatoires, il était questionné sur son militantisme en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui, mais jamais sur Gdeim Izik. »



La détention arbitraire d'Ismaili a été traitée dans une communication conjointe des procédures spéciales des Nations unies, le 20 juillet 2017. Le texte souligne que « l'arrestation et la détention du groupe des défenseurs des Droits humains sahraouis sont intervenues en réponse à l'exercice de leur droit à la liberté d'expression et à la liberté de réunion dans le camp de Gdeim Izik. Auparavant, le Groupe de travail sur la détention arbitraire de l'ONU avait noté les conditions de détention déplorables et les témoignages de torture des prisonniers de Gdeim Izik dans son rapport par pays de 2014. »

En octobre 2010, plus de 20 000 civils sahraouis, hommes, femmes et enfants s'étaient réunis spontanément et pacifiquement à proximité de Laâyoune, capitale des Territoires occupés du Sahara occidental, pour dénoncer l'oppression sociale, économique et politique marocaine.

Le 8 novembre 2010, les forces de sécurité marocaines démantelaient le campement dans la violence et interpelaient des centaines de manifestants pacifiques. En mars 2013, 25 militants politiques et défenseurs de droits humains sahraouis ont été jugés et condamnés définitivement par le tribunal militaire marocain à des peines allant de 20 ans à la perpétuité sur le fondement d'aveux obtenus sous la torture.

En novembre 2016, le Comité des Nations unies contre la torture (CAT) avait condamné le Maroc pour avoir torturé Naâma Asfari, porte-parole du campement. Sa femme, la défenseuse des droits humains, Claude Mangin et lui-même sont encore à ce jour, victimes de représailles répétées chaque année dans le rapport du Secrétaire général des Nations unies.

En 2022, le CAT a de nouveau condamné le Maroc pour les actes de torture commis sur deux autres membres du même groupe de Gdeim Izik.

CHLEF

Huit blessés dans un accident de la route à Ain Merane

« Huit personnes ont été blessées dans un accident de la route, survenu samedi soir sur le chemin de wilaya (CW 102) dans la commune d'Ain Merane (Nord-ouest de Chlef) », a-t-on appris de la direction de wilaya de la Protection civile.

« Survenu à 18h30 sur le CW 102 dans la commune d'Ain Merane, l'accident s'est produit suite à une collision entre une voiture de tourisme et un véhicule utilitaire », selon un communiqué de la cellule de l'information et de la communication de ce corps constitué. L'accident a fait huit (08) blessés à différents degrés, lesquels ont reçu les premiers secours prodigués par les éléments de la Protection civile de la commune d'Ain Merane, appuyés par les unités de la commune de Taougrite, puis ils ont été évacués vers l'établissement public hospitalier (EPH) d'Ain Merane, outre des dégâts matériels (deux véhicules endommagés). Les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête pour élucider les circonstances de l'accident.

LUTTE CONTRE LES GANGS DE QUARTIERS Opérations coups de poings à Alger

Les services de sécurité de la wilaya d'Alger ont lancé dans la nuit de jeudi à vendredi une vaste opération coup de poing dans le cadre de la lutte contre la délinquance, le crime organisé et les bandes de quartiers. C'est ce qu'annonce ce samedi un communiqué de la DGSN. Ce dernier précise que ce vaste déploiement de policiers sur le terrain a touché pas moins de 13 circonscriptions administratives de la capitale. 1.495 individus suspects ont été contrôlés. Parmi eux, pas moins de 353 suspects ont été déférés devant la justice pour diverses causes, tels que détentions de résines de cannabis et produits psychotropes. Dans le détail, il est fait état de 353 suspects inculpés pour détention, commerce ou consommation de drogue, 196 cas de port d'armes blanches prohibées. En outre ; 828 véhicules ont été contrôlés. De même que 772 motos. Ces contrôles ont abouti sur 89 infractions constatées, avec 46 cas de mise en fourrière. Il est également fait état de la découverte et la saisie de 4.664 capsules psychotropes de dives genres ; 353,8 grammes de résine de cannabis, 22 cigarettes « trafiquées », ainsi que 31 armes blanches. Après finalisation des procédures légales de rigueur, les suspects ont été déférés devant la justice.

JIJEL

Fermeture de la RN 43 à Ziama Mansouriah suite à un éboulement

« La route nationale RN43 dans son segment reliant les wilayas de Jijel et Béjaïa, précisément dans la localité « Boulekhmais » à la commune de Ziama Mansouriah a été fermée devant la circulation suite à un effondrement « presque total » provoqué par un éboulement survenu samedi après-midi causant l'arrêt de la circulation », a indiqué samedi soir la Protection civile dans une publication sur sa page officielle d'un réseau social. La publication indique que « la RN43 est fermée devant la circulation, à la localité Boulekhmais à la sortie ouest de la commune de Ziama Mansouriah suite à un effondrement de la route, nécessitant la prudence. »

TRANSPORT FERROVIAIRE DE VOYAGEURS D'IMPORTANTES RÉDUCTIONS ANNONCÉES POUR LES PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

Un nouveau système de tarification spécial au profit des personnes aux besoins spécifiques, est désormais adopté par la société nationale des transports ferroviaires (SNTF). Selon un communiqué posté hier dimanche, sur sa page Facebook, la SNTF a en effet annoncé que « les personnes souffrant d'un handicap de 80% bénéficieront d'une remise de 50% sur les lignes reliant les grandes villes et les longs trajets. »

Ce n'est pas tout. Les personnes souffrant d'un handicap entre 80 et 100% et leurs accompagnateurs « bénéficieront » également, d'une remise de 100 % sur les lignes reliant les grandes villes et les longs trajets.

Pour les lignes des banlieues, la SNTF souligne enfin que les deux catégories bénéficieront d'une remise de 100%.

